

**Assemblée générale**

Distr. générale  
15 mai 2015  
Français  
Original : anglais

**Conseil des droits de l'homme****Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires****Communications, cas examinés, observations  
et autres activités menées par le Groupe de travail  
sur les disparitions forcées ou involontaires\*****105<sup>e</sup> session (2-6 mars 2015)****I. Introduction**

1. Le présent document rend compte des communications et des cas examinés ainsi que des autres activités menées par le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires à sa 105<sup>e</sup> session, tenue du 2 au 6 mars 2015 à Buenos Aires, sur invitation du Gouvernement, à l'occasion du trente-cinquième anniversaire du Groupe de travail.

**II. Communications**

2. Entre ses 104<sup>e</sup> et 105<sup>e</sup> sessions, le Groupe de travail a, selon sa procédure d'action urgente, porté 92 cas à l'attention des pays suivants : Bangladesh (1), Égypte (41), Émirats arabes unis (5), Gambie (7), Mexique (1), Oman (1), Pakistan (35) et République démocratique du Congo (1).

3. À sa 105<sup>e</sup> session, le Groupe de travail a décidé de transmettre 95 cas de disparition forcée nouvellement signalés à l'attention de 15 États. Le Groupe de travail a en outre élucidé 19 cas dans les pays suivants : Algérie (1), Arabie saoudite (1), Bahreïn (1), Égypte (2), Émirats arabes unis (1), Gambie (3), Oman (1), Pakistan (5), République arabe syrienne (1), Sri Lanka (1), Turquie (1) et Uruguay (1). Quatre de ces cas ont été élucidés à partir d'informations reçues des gouvernements et les quinze autres à partir d'informations émanant d'autres sources.

4. Entre ses 104<sup>e</sup> et 105<sup>e</sup> sessions, le Groupe de travail a, selon sa procédure d'intervention rapide, transmis, conjointement avec d'autres mécanismes des procédures spéciales, six communications aux pays suivants : Colombie (1), Fédération de Russie (1), Mexique (2) et Sri Lanka (2). Il a aussi adressé, conjointement avec d'autres mécanismes des procédures spéciales, 14 appels urgents et 3 autres lettres concernant des personnes qui avaient été arrêtées, placées en détention, enlevées ou privées de liberté d'une autre manière, ou qui avaient été

\* Les annexes au présent document sont distribuées telles qu'elles ont été reçues, dans la langue originale seulement.



victimes de disparition forcée ou qui risquaient de disparaître dans les pays suivants : Burundi (1), Chine (2), Émirats arabes unis (2), Espagne (autre lettre), Guatemala (autre lettre), Inde (autre lettre), Maldives (1), Mexique (2), Oman (1), République arabe syrienne (1), Rwanda (1), Soudan (1), Turquie (1) et Ukraine (1).

5. À sa 105<sup>e</sup> session, le Groupe de travail a aussi examiné quatre allégations générales, concernant la Colombie, El Salvador, le Pakistan et la République démocratique du Congo.

### III. Autres activités

6. À sa 105<sup>e</sup> session, le Groupe de travail a adopté l'étude thématique sur les disparitions forcées et les droits économiques, sociaux et culturels.

### IV. Informations concernant les disparitions forcées ou involontaires dans des États examinées par le Groupe de travail au cours de sa session

#### Albanie

##### Informations reçues du Gouvernement

7. Le 9 septembre 2014, le Gouvernement a fourni des informations sur un cas en suspens.

#### Algérie

##### Procédure ordinaire

8. Le Groupe de travail a porté 18 cas à l'attention du Gouvernement, concernant :

- a) M. Mohamed Sadaoui, qui aurait été arrêté le 7 février 1995 par des agents de la garde communale à Messelmoun, dans la *wilaya* de Tipaza;
- b) M. Abdelmadjid Chibane, qui aurait été arrêté le 25 avril 1994 par des agents de police en civil à Oum El Bouaghi;
- c) M. Djamel Abdenasser Hadri, qui aurait été arrêté le 24 octobre 1994 par les services secrets de la daïra de Sig, dans la *wilaya* de Mascara;
- d) M. Ali Bouchala, qui aurait été arrêté le 16 juillet 1994 par des gendarmes à Taskriout, dans la *wilaya* de Béjaïa;
- e) M. Belkheir Belaouinat, qui aurait été enlevé le 6 juin 1995 par des gendarmes à Sig, dans la *wilaya* de Mascara;
- f) M. Amar Boughecha, qui aurait été enlevé le 29 avril 1994 par des militaires et des gendarmes à Jijel;
- g) M. Khatir Haimed, qui aurait été enlevé en mars 1991 par des militaires à Rebaïa, dans la *wilaya* de Médéa;
- h) Une personne âgée de moins de 18 ans, qui aurait été vue pour la dernière fois le 25 mars 1980 sur la route reliant Médéa à Alger;
- i) M. Ahcène Zeraoulia, qui aurait été arrêté le 22 août 1996 par des militaires et des agents de la garde communale à Emir Abdelkader, dans la *wilaya* de Jijel;

- j) M. Mahmoud Bendadou, qui aurait été enlevé le 17 août 1994 par des agents de police et des militaires dans le quartier Koutiten, dans la *wilaya* de Médéa;
- k) M. Sebti Amdjoudj, qui aurait été enlevé le 16 novembre 1994 par des policiers à Ain El Kercha, dans la *wilaya* de Oum El Bouaghi;
- l) M. Sadek Benarab, qui aurait été enlevé le 26 août 1994 par la police judiciaire de Souk Naamane, dans la *wilaya* de Oum El Bouaghi;
- m) M. Benyoucef Bekkai, qui aurait été enlevé en mars 1995 par l'Armée nationale populaire à Kherbet Siouf, dans la *wilaya* de Médéa;
- n) M. Mohamed Habib, qui aurait été arrêté le 13 décembre 1994 par des militaires à Medjeber, dans la daïra de Medjeber située dans la *wilaya* de Médéa;
- o) M. Rabah Recham, qui aurait disparu de la caserne militaire de Blida en décembre 1995;
- p) M. Mokrane Si Nacer, qui aurait été arrêté le 16 juin 1994 par des gendarmes à Mechta Sidi Nacer, dans la *wilaya* de Sétif;
- q) M. Abdelaziz Tamaoucht, qui aurait été arrêté le 31 mars 1994 par des militaires sur la route reliant Amroussa à Chréa (Bouinane);
- r) M. Mounir Bouchaib, qui aurait été arrêté par des militaires, des gendarmes et des agents de police armés dans la nuit du 19 au 20 février 1995 à Kouba, dans la *wilaya* d'Alger.

#### **Élucidation à partir d'informations émanant d'autres sources que le Gouvernement**

9. Des sources ont fourni des informations sur 21 cas en suspens. Sur la base des informations reçues, le Groupe de travail a décidé de considérer un cas comme élucidé.

### **Argentine**

#### **Informations reçues du Gouvernement**

10. Le 3 novembre 2014, le Gouvernement a fourni des informations sur deux cas en suspens.

#### **Informations émanant d'autres sources**

11. Le 25 novembre 2014, une source a fourni des informations sur un cas en suspens.

### **Bahreïn**

#### **Informations reçues du Gouvernement**

12. Le 21 octobre 2014, le Gouvernement a fourni des informations concernant un cas en suspens.

13. Le 18 novembre 2014, le Gouvernement a répondu à l'allégation générale transmise le 23 septembre 2014 selon laquelle toute une série de disparitions de courte durée se seraient produites. Dans ses communications, le Gouvernement a fourni des informations sur l'arrestation, l'inculpation et le jugement des personnes dont le cas est mentionné dans l'allégation générale (pour la réponse du Gouvernement, voir l'annexe I).

**Élucidation**

14. Sur la base des informations reçues du Gouvernement, le Groupe de travail a décidé de considérer un cas en suspens comme élucidé, le délai prescrit par la règle des six mois ayant expiré (voir A/HRC/WGEID/103/1, par. 38).

**Observations**

15. Le Groupe de travail remercie le Gouvernement pour ses réponses. Il aimerait recevoir des informations supplémentaires sur les mesures spécifiques prises par le Gouvernement pour prévenir et faire cesser les cas de disparitions forcées, et les mesures adoptées pour faire en sorte que les proches des personnes emprisonnées soient correctement et rapidement informés du placement en détention, conformément au paragraphe 2 de l'article 10 de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

**Bangladesh****Procédure d'action urgente**

16. Le 5 mars 2015, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement bangladais un cas concernant M. Keithellakpam Nabachandra, qui aurait été arrêté le 11 février 2015 à Dacca par des agents du renseignement indien et par des agents de police bangladais en civil. Conformément aux méthodes de travail du Groupe de travail, le Gouvernement indien a lui aussi reçu copie du cas en question.

**Procédure ordinaire**

17. Le Groupe de travail a transmis trois cas au Gouvernement, concernant M. Mohammad Tayyab Pramanik, M. Mohammad Kamal Hossain Patwary et M. Mohammad Ibrahim Khalil, qui auraient été enlevés par le Bataillon d'action rapide le 19 mai 2013 dans le village de Mohish Bhanga.

**Bosnie-Herzégovine****Communiqué de presse**

18. Le 19 novembre 2014, le Groupe de travail a publié, conjointement avec trois autres mécanismes des procédures spéciales, un communiqué de presse sur la possible libération imminente de M. Milorad Trbic, qui, en 2009, a été reconnu coupable du génocide de Srebrenica et condamné à trente ans de prison par la Cour de Bosnie-Herzégovine. Le Groupe de travail faisait observer que, dans l'intérêt de la justice, les personnes reconnues coupables de génocide, de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et d'autres crimes graves, notamment des actes de torture ou des disparitions forcées, et dont la culpabilité ne faisait aucun doute, ne devraient pas être libérées en attendant d'être rejugées et que la peine devrait être à la hauteur de la gravité du crime commis.

**Observations**

19. Le Groupe de travail rappelle au Gouvernement que, conformément à la Déclaration, les personnes accusées d'être à l'origine de disparitions forcées devraient être inculpées, jugées et, si reconnues coupables, punies. Étant donné la gravité du crime, toutes les garanties doivent être appliquées pour ne pas entraver le droit à la justice.

## **Brésil**

### **Informations reçues du Gouvernement**

20. Le 16 septembre 2014, le Gouvernement a transmis une communication concernant 13 cas en suspens.

## **Burundi**

### **Appels urgents**

21. Le 2 octobre 2014, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement, conjointement avec un autre mécanisme des procédures spéciales, un appel urgent relatif à des allégations selon lesquelles, depuis la mi-juillet 2014, pas moins de 40 corps auraient été vus flottant à la surface du lac Rweru et dans la rivière Kagera, qui prend sa source au Rwanda. Un appel urgent similaire a été adressé au Gouvernement rwandais.

### **Observations**

22. Le Groupe de travail demande au Gouvernement d'enquêter de manière approfondie sur ces allégations et de le tenir informé des résultats de l'enquête.

## **Chine**

### **Informations émanant d'autres sources**

23. Une source a fourni des informations sur un cas en suspens.

### **Appels urgents**

24. Le 23 octobre 2014, le Groupe de travail a transmis, conjointement avec d'autres mécanismes des procédures spéciales, un appel urgent au Gouvernement concernant la détention arbitraire et au secret, ainsi que la disparition supposées de M<sup>me</sup> Liu Xizhen, défenseur des droits de l'homme. Elle aurait été arrêtée en raison de son action pacifique en faveur des droits de l'homme et placée dans un centre de détention non officiel à Xinyu, dans la province du Jiangxi.

25. Le 27 janvier 2015, le Groupe de travail a transmis, conjointement avec un autre mécanisme des procédures spéciales, un appel urgent au Gouvernement concernant l'arrestation arbitraire, la détention au secret et la disparition supposées de Huang Kaiping, Xia Lin, He Zhengjun, Liu Jianshu, Guo Yushan, Kou Yanding et Su Changlan, vraisemblablement en raison de leur action en faveur des droits de l'homme.

### **Observations**

26. Le Groupe de travail rappelle les articles 2 et 10 de la Déclaration, selon lesquels « aucun État ne doit commettre, autoriser ou tolérer des actes conduisant à des disparitions forcées », et « des informations exactes sur la détention de [toute personne] et sur le lieu où [elle se trouve] [...] sont rapidement communiquées [entre autres] aux membres de leur famille [et] à leur avocat ».

## Colombie

### Informations émanant d'autres sources

27. Le 10 décembre 2014, une source a fourni des informations sur 12 cas en suspens.

### Allégations générales

28. Le 30 mars 2015, le Groupe de travail a transmis des informations émanant de sources crédibles concernant des obstacles rencontrés dans la mise en œuvre de la Déclaration.

29. Selon ces sources, à Buenaventura, plusieurs quartiers majoritairement afro-colombiens subiraient le joug de puissants groupes héritiers des paramilitaires. Ils seraient responsables de la disparition forcée de centaines d'habitants de ces quartiers au cours des dernières années. Les groupes démembreraient leurs victimes dans des « maisons-abattoirs » (*casas de pique*) et jetteraient les membres de leurs corps dans la baie ou sur les rivages où poussent les palétuviers, ou les enterreraient dans des tombes cachées. En mars 2014, des enquêteurs de la police judiciaire auraient trouvé des tâches de sang dans deux maisons que l'on soupçonnait être des *casas de pique*. De 2010 à 2013, plus de 150 personnes ont été enlevées par des agents à Buenaventura, deux fois plus que dans les autres villes de Colombie. Selon la source, les chiffres réels pourraient être sensiblement plus élevés, dans la mesure où peu de plaintes sont déposées par peur de représailles.

30. D'après les informations transmises, depuis janvier 2012, plus de 250 personnes soupçonnées d'être membres d'un groupe héritier des paramilitaires ont été arrêtées, et plus de 2 000 enquêtes sur des disparitions et des déplacements forcés ont été ouvertes. Aucune, cependant, n'a donné lieu à des condamnations. Selon la source, les autorités ne seraient pas parvenues à protéger la population du groupe héritier des paramilitaires, et des policiers seraient toujours en contact avec lui. Cette situation a profondément fragilisé la confiance que la population a en ses autorités et a entraîné un sentiment généralisé de vulnérabilité face aux exactions permanentes de ces groupes.

### Lettre d'intervention rapide

31. Le 21 octobre 2014, le Groupe de travail a transmis, conjointement avec un autre mécanisme des procédures spéciales, une lettre d'intervention rapide au Gouvernement concernant la situation de M<sup>me</sup> Yanette Bautista, Directrice de la Fondation Nydia Erika Bautista, organisation non gouvernementale œuvrant pour la protection des droits des victimes de disparition forcée.

### Communiqué de presse

32. Le 29 septembre 2014, le Groupe de travail a publié, conjointement avec 11 autres mécanismes de procédures spéciales, une lettre ouverte et un communiqué de presse dans lequel il exprimait son inquiétude au sujet de la possible adoption par le Congrès de la République d'une proposition de loi qui viendrait étendre sans raison la juridiction des tribunaux de police et de l'armée à des infractions qui devraient relever de la compétence des tribunaux ordinaires. L'adoption de la proposition représenterait un grave pas en arrière dans les efforts fournis par l'État pour se conformer à ses obligations en vertu du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

### Informations fournies par le Gouvernement

33. Le 5 septembre 2014 et le 26 janvier 2015, le Gouvernement a fourni des informations sur trois cas en suspens.

34. Le 13 novembre 2014, le Gouvernement a répondu à une lettre d'intervention rapide transmise le 21 octobre 2014. Dans sa réponse, le Gouvernement a déclaré que M<sup>me</sup> Bautista bénéficiait de mesures de protection accordées par la Commission interaméricaine des droits de l'homme et de mesures de sécurité physique accordées par la Unidad Nacional de Protección, unité de protection nationale. M<sup>me</sup> Bautista était également membre de la Commission de recherche des personnes disparues, qui s'est penchée sur son cas en réunion le 9 septembre 2014. Lors de cette réunion, il a été convenu que des informations seraient exigées de la part du Bureau du Procureur général sur l'existence d'une enquête criminelle et sur les dispositions prises.

### Observations

35. Le Groupe de travail rappelle l'article 16 de la Déclaration selon lequel les auteurs présumés de disparition forcée « ne peuvent être jugés que par les juridictions de droit commun compétentes, dans chaque État, à l'exclusion de toute autre juridiction spéciale, notamment militaire ».

## République populaire démocratique de Corée

### Procédure ordinaire

36. Le Groupe de travail a transmis quatre cas au Gouvernement, concernant M. Kim Hyun Chul, M. Kim Hyun II, M<sup>me</sup> Kim Hyun Ran et M. Kim II Hyun, qui auraient tous été vus pour la dernière fois en janvier 2011, à l'agence de sécurité de Ranam-guyok à Chongjin, dans la province du Hamkyung du Nord.

## République démocratique du Congo

### Procédure d'action urgente

37. Le 18 décembre 2014, le Groupe de travail, suivant sa procédure d'action urgente, a transmis un cas au Gouvernement concernant M. Anders Kalemwanda Ilunda, qui aurait été arrêté au début du mois d'octobre 2014 par des agents de l'Agence nationale de renseignements à Kinshasa. Conformément aux méthodes de travail du Groupe de travail, le Gouvernement belge a lui aussi reçu copie du cas en question.

### Allégations générales

38. Le 26 mars 2015, le Groupe de travail a transmis des informations émanant de sources crédibles concernant des obstacles dans l'application de la Déclaration.

39. Le Groupe de travail a reçu des informations indiquant qu'une opération appelée « Likofi » a été lancée le 15 novembre 2013 par le Ministre de l'intérieur, de la sécurité, de la décentralisation et des affaires coutumières dans le but d'éliminer les *kulunas* (membres d'un gang de délinquance) à Kinshasa. Au cours de l'opération, conduite de novembre 2013 à février 2014, des agents de police encagoulés et en uniforme auraient mené de nuit des raids dans les maisons de présumés *kulunas* et les auraient arrêtés sous la menace d'une arme, tout cela sans produire le moindre mandat d'arrêt.

40. Selon les informations reçues, environ 350 agents de police, dont des membres de la Police nationale congolaise, de la Légion nationale d'intervention et du Groupe

mobile d'intervention ont participé à cette opération. Ils auraient commis des violations massives des droits de l'homme, par exemple des disparitions forcées. Des personnes âgées de moins de 18 ans figureraient parmi les victimes, ainsi que des personnes qui ont été accusées de faire partie de gangs locaux, souvent en représailles à des conflits à caractère personnel.

41. Selon les sources, la majorité des disparitions forcées ont eu lieu entre novembre 2013 et février 2014. Elles seraient dues à un changement de stratégie opéré en décembre 2013, après des inquiétudes émises par l'ONU et des organisations des droits de l'homme locales au sujet d'exécutions sommaires qui avaient eu lieu les semaines précédentes. Selon les informations reçues, au lieu d'être exécutés publiquement, les présumés *kulunas* ont été emmenés vers un lieu inconnu aux abords de Kinshasa, où certains auraient été tués secrètement, et leur corps jeté dans le fleuve Congo ou enterré dans des fosses communes. Plus d'une trentaine de personnes, dont quatre garçons âgés de moins de 18 ans, ont disparu au cours de l'opération Likofi.

42. Les membres de la famille des personnes disparues ont tenté de connaître le sort de leurs proches et l'endroit où ils se trouvent en se rendant dans des prisons, des centres de détention, des morgues et des hôpitaux de Kinshasa, en vain. Selon les sources, leurs demandes d'information auprès des autorités publiques ont été largement ignorées. Plusieurs de ces personnes ont déposé une plainte auprès du procureur militaire, mais ces plaintes sont souvent restées sans résultat. Des journalistes, des médecins, des employés des morgues, des membres de la famille des victimes et des militants des droits de l'homme ont été avertis par la police qu'ils ne devaient pas divulguer des informations sur les violations commises au cours de l'opération. Plusieurs proches des disparus n'ont pas porté plainte par peur de représailles.

43. Une commission d'enquête composée d'agents de police a été instituée en septembre 2014 pour enquêter sur les cas présumés de violations. Son mandat lui permet d'identifier l'emplacement des charniers où ont été enterrées des personnes exécutées, de fournir des informations sur le sort des disparus et l'endroit où ils se trouvent, de garder informées les familles des victimes et de faire des recommandations sur les actions en justice à entamer à l'encontre des responsables. La Commission n'a aucun pouvoir judiciaire et manquerait d'impartialité, dans la mesure où elle n'est composée que de membres de la police, institution responsable des violations présumées et des menaces proférées à l'égard des proches des disparus et des témoins des violations présumées. Les responsables présumés de l'opération seraient bien connus, mais aucune procédure n'a été entamée contre eux.

## République dominicaine

### Informations fournies par le Gouvernement

44. Les 2 et 7 octobre 2014, le Gouvernement a fourni des informations concernant deux cas en suspens.

## Égypte

### Procédure d'action urgente

45. Au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a transmis les 41 cas ci-après au Gouvernement :



- a) Le 25 septembre 2014, le cas de M. Amr Mahmoud Othman Mahmoud, qui aurait été arrêté le 25 août 2014 par des agents masqués des forces de sécurité, à Bakous, à Alexandrie;
- b) Le 23 octobre 2014, le cas de M. Ali Mohamed Abdulhamid, qui aurait été enlevé le 24 septembre 2014 par des membres de l'Agence de sécurité nationale dans la ville du 6 octobre, dans le gouvernorat du Caire;
- c) Le 31 octobre 2014, le cas de M<sup>me</sup> Aliaa Tarek Mohamed El-Sayed, qui aurait été arrêtée le 20 octobre 2014 par les forces de sécurité devant son université au Caire;
- d) Le 8 novembre 2014, le cas de M. Asad Shehata Abdou Shehata, qui aurait été arrêté le 28 novembre 2014 par des policiers dans la rue Hamza Al Batran, dans le district de Haram;
- e) Le 21 novembre 2014, le cas de M. Yasser Ahmed Ahmed Abu Eita, qui aurait été arrêté le 2 novembre 2014 par des policiers et des soldats à Damiette; et le cas de MM. Al Sayed Saad Al Deen Al Saadani et Samir Mostafa Ibrahim, qui auraient été enlevés dans l'après-midi du 10 octobre 2014 par des policiers dans le district d'El-Mahala;
- f) Le 15 décembre 2014, le cas de M. Mahmoud Mohamed Youssef Abu Salma, qui aurait été arrêté le 7 novembre 2014 par des policiers et des militaires à Mataria, au Caire;
- g) Le 29 décembre 2014, le cas de M. Abdelrahman Kamal Omar Mahmoud, qui aurait été arrêté le 22 septembre 2014 par des forces de sécurité à Gizeh;
- h) Le 10 février 2015, le cas de M. Mahmoud Nafee Ashour, qui aurait été arrêté le 28 janvier 2015 par la police à Mansourah;
- i) Le 7 janvier 2015, le cas de M. Mohamed Abdullah Mohamed Abdullah, qui aurait été arrêté le 1<sup>er</sup> janvier 2015 par des forces de sécurité à l'aéroport du Caire;
- j) Le 13 janvier 2015, le cas de M. Abdul Rahman Sherif Sayed Mohamed Abdul Wahab, qui aurait été vu pour la dernière fois le 6 janvier 2015 à l'aéroport du Caire;
- k) Le 23 janvier 2015, le cas de M. Abdullah Abdulhaleem Abdulhaleem Zalut, qui aurait été enlevé le 16 janvier 2015 par des agents de la sécurité intérieure à Tanta, dans le gouvernorat de Gharbeya;
- l) Le 10 février 2015, les cas de MM. Magdy Khidr Abdul Ghaffar Al Qommy et Ahmed Abdul Kareem Mohamed Bassiouny Abdul Kareem, qui auraient été arrêtés le 30 janvier 2015 par la police dans le gouvernorat de Gharbeya; le cas d'une personne âgée de moins de 18 ans, qui aurait été arrêtée le 26 janvier 2015 par des forces de sécurité à Choubra; le cas d'une personne âgée de moins de 18 ans, qui aurait été vue pour la dernière fois le 28 janvier 2015 à Kafr El Zayat; le cas de M. Mohamed Ibrahim Fathi Ali Ibrahim Al Mubarak, qui aurait été arrêté le 31 janvier 2015 par des forces de sécurité à Mansourah; les cas de MM. Belal Ashraf Abdul Hadi Al Dossouky et Ahmed Goma Shehata Abdul Raouf Baklawy, qui auraient été arrêtés le 31 janvier 2015 par des forces de sécurité à Mansourah; le cas de M. Jalal Al Deen Mahmoud Mahmoud Jalal, qui aurait été vu pour la dernière fois le 1<sup>er</sup> février 2015 au poste de police n° 1 de Mansourah; le cas de M. Abdul Rahman Ali Ahmed Ibrahim Gallady, qui aurait été arrêté le 1<sup>er</sup> janvier 2015 par des forces de sécurité dans le village de Badaway, dans la périphérie de Mansourah; le cas de M. Mahmoud Nafee Ashour, qui aurait été arrêté le 28 janvier 2015 par la police à Mansourah;

m) Le 20 février 2015, le cas de M. Ahmed Youssef Khalil Youssef Mohamed, qui aurait été arrêté le 21 janvier 2015 par des forces spéciales à la gare Al Rammel à Alexandrie; le cas de M. Ahmed Mohamed Fahmy Al Wateedy, qui aurait été arrêté le 2 février 2015 par des agents de la sécurité aéroportuaire à l'aéroport Borg Al Arab, à Alexandrie; le cas de M. Rashad Aly Ahmed Berkawy, qui aurait été arrêté le 27 janvier 2015 par un homme en civil dans le gouvernorat d'Ismaïlia; le cas de M. Gamal Ali Abd Almoqtader Abd Al Razeq, qui aurait été arrêté le 21 janvier 2015 par des agents de la police de sécurité armés et en civil à Kafr el-Cheik; le cas d'une personne âgée de moins de 18 ans, qui aurait été arrêtée le 3 février 2015 par des policiers à Menyat Taher dans le gouvernorat de Dakhleya; le cas d'une personne âgée de moins de 18 ans, qui aurait été arrêtée le 8 février 2015 par la police de sécurité de l'État dans le gouvernorat de Damiette; le cas de M. Salim Ezzat Salim Al Gohary, qui aurait été arrêté le 4 janvier 2015 par des policiers en uniforme à El-Mahalla El-Koubra; le cas de M. Reda Radwan Morsi, qui aurait été arrêté le 7 février 2015 par des agents de sécurité en uniforme et par quatre personnes en civil à Nasr, au Caire; le cas d'une personne âgée de moins de 18 ans, qui aurait été arrêtée le 31 janvier 2015 par des forces de sécurité dans le district d'El Hadra; le cas de M. Mahmoud Ibrahim Mohamed Abu Saeeda, qui aurait été arrêté le 31 janvier 2015 par des forces spéciales dans le district de Sidi Bishr, dans le gouvernorat d'Alexandrie; le cas de M. Ahmed Mohammed Mahmoud Keshta, qui aurait été arrêté le 1<sup>er</sup> janvier 2015 par des forces de sécurité au poste de contrôle de El Elw, dans la ville de El-Mahalla El-Kubra; le cas de M. Walaa Ahmed Ali El Gamasy, qui aurait été arrêté le 19 décembre 2014 par la police à Basioun, dans le gouvernorat de Gharbeya; le cas d'une personne âgée de moins de 18 ans, qui aurait été vue pour la dernière le 2 janvier 2015 au poste de police d'El-Mahalla El-Kubra, dans le gouvernorat de Gharbeya; le cas de M. Emad Al Zoghby Atta Allah Sanad, qui aurait été arrêté le 27 janvier 2015 par la police à un poste de contrôle de Mahalah, dans le district de El-Mahalla El-Kubra; et le cas de M. Hassan Mahmoud Abdul Hameed Bakeer, qui aurait été arrêté le 16 février 2015 par des forces de police à Al Sadat;

n) Le 2 mars 2015, le cas de M. Sayed Abdu Allah El-Gharib Ali El-Mallawany, qui aurait été arrêté le 15 janvier 2015 par la police de sécurité de l'État dans le gouvernorat de Gharbeya; le cas de M. Abdu Allah Muhammed Abdu Allah Ahmed El Abeet, qui aurait été arrêté le 14 février 2015 sur la route reliant El-Santa, dans le gouvernorat de Gharbeya, à Kafr Al Zayat; le cas de M. Sameer Mohamed Abbass Al Heety, qui aurait été arrêté le 9 janvier 2015 par la police de sécurité de l'État dans le gouvernorat de Gharbeya, et M. Muhammed Abdelsalam Ali El-Desouky, qui aurait été arrêté le 29 janvier 2015 par des policiers à un poste de contrôle sur l'autoroute reliant El-Mahalla El-Kubra à Mansourah.

#### **Procédure ordinaire**

46. Le Groupe de travail a transmis 10 cas au Gouvernement, concernant :

- a) M. Abdu El Hameed Muhammed Muhammed Abd El Salam, qui aurait été arrêté le 14 août 2013 par des policiers et des militaires à Nasr City, au Caire;
- b) M. Mohamed Mohamed Abdulsalam Abdulhamid, qui aurait été arrêté le 14 août 2013 par des policiers et des soldats à Aviation Street dans la ville de Nasr City, au Caire;
- c) M. Adel Dardiri Abd-Aljawad Mahmoud, qui aurait été enlevé le 14 août 2013 par des forces armées et des forces de police à Nasr City, au Caire;
- d) M. Mahmoud Ibrahim Mostafa Ahmed Atya, qui aurait été enlevé le 14 août 2013 par des militaires et des membres des forces de la sécurité centrale à Nasr City, au Caire;

e) M. Izzat Said Foud Murad, qui aurait été enlevé le 16 août 2013 par des militaires et des policiers en face de la mosquée al-Fath, au Caire;

f) M. Khader Ali Mohammed Mohamed, qui aurait été arrêté le 14 août 2013 par des policiers et des militaires à Nasr City, au Caire;

g) M. Mahmoud Ahmed Muhammed Ali Badawi, qui aurait été arrêté le 14 août 2013 par des membres des forces de police et de l'armée à Nasr City, au Caire;

h) M. Mahmoud Mohamed Abd Al-Samee Ahmed, qui aurait été vu pour la dernière fois le 14 août 2013 à Nasr City, au Caire;

i) M. Mohamed Hussin Al Sayed Al Saman, qui aurait été enlevé le 14 août 2013 par des militaires et des policiers à Nasr City, au Caire;

j) M. Mohamed Ali Hammad Omar, qui aurait été arrêté le 14 août 2013 par des policiers sur El Nasr Road, en face de l'Université al-Azhar, au Caire.

### **Informations reçues du Gouvernement**

47. Les 14 août, 29 septembre et 28 novembre 2014, le Gouvernement a transmis des informations relatives à huit cas en suspens. En se fondant sur ces informations, le Groupe de travail a décidé d'appliquer la règle des six mois à quatre de ces cas.

48. Le 10 novembre 2014, le Gouvernement a transmis une réponse à un appel urgent conjoint adressé le 27 décembre 2013 au sujet de quatre personnes.

### **Élucidation à partir des informations émanant d'autres sources**

49. Des sources ont fourni des informations sur trois cas. À partir de ces renseignements, le Groupe de travail a décidé de considérer deux cas comme élucidés.

### **Observations**

50. Le Groupe de travail remercie le Gouvernement pour ses réponses. Il est toutefois extrêmement préoccupé, étant donné qu'entre ses 104<sup>e</sup> et 105<sup>e</sup> sessions, il a transmis au Gouvernement 41 cas au titre de sa procédure d'action urgente. Le Groupe de travail rappelle au Gouvernement que, selon l'article 2 de la Déclaration, aucun État ne doit commettre, autoriser ou tolérer des actes conduisant à des disparitions forcées.

## **El Salvador**

### **Procédure ordinaire**

51. Le Groupe de travail a transmis trois cas au Gouvernement, concernant MM. Oscar Oswaldo Leyva Mejía, Francisco Javier Hernández Gómez et José Fernando Choto Choto, qui auraient été arrêtés le 18 février 2014 par des membres de la brigade spéciale de sécurité militaire à Armenia, dans le département de Sonsonate.

### **Allégation générale**

52. Le 30 mars 2015, le Groupe de travail a transmis des informations fournies par des sources fiables concernant des obstacles rencontrés dans la mise en œuvre de la Déclaration, en particulier des problèmes auxquels les familles des personnes disparues se heurtent lorsqu'elles essaient de connaître le sort de leurs proches ou le lieu où ils se trouvent.

53. Les sources ont indiqué avec préoccupation que la loi d'amnistie était toujours en vigueur et que, selon la définition de l'infraction de disparition forcée figurant dans le Code pénal, cette infraction pouvait être commise de manière involontaire. Selon les sources, l'application de la loi sur l'accès à l'information n'avait pas eu d'effet concret.

54. Les sources ont signalé que la majorité des plaintes concernant de graves violations des droits de l'homme, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité déposées auprès du ministère public n'ont pas mené à des enquêtes concrètes permettant de clarifier les faits et n'ont pas donné lieu à des procédures judiciaires.

55. Les sources ont salué le renforcement de l'unité spéciale du parquet chargée des droits de l'homme, qui pourrait procéder à des enquêtes et à des exhumations et ainsi obtenir des preuves. Elles ont espéré que cela permette de poursuivre les auteurs des disparitions forcées et d'autres crimes internationaux commis durant le conflit armé, et de les faire condamner. Les sources ont également salué la décision rendue par la Chambre constitutionnelle concernant une procédure d'*amparo* reconnaissant la violation du droit d'accès à la justice et du droit à la vérité des victimes du massacre de San Francisco Angulo, dans la municipalité de Tecoluca, dans le canton de San Vicente.

56. Selon des informations, il n'existerait pas de politique de réparation complète des préjudices causés et le budget alloué aux institutions compétente dans ce domaine serait insuffisant.

57. Selon les sources, l'élection du Frente Farabundo Marti para la Liberación Nacional n'a pas donné lieu à un véritable changement concernant le dialogue entre le Gouvernement et la société civile, et aucun cas de disparition forcée n'a été élucidé par les autorités.

## **Gambie**

### **Procédure d'action urgente**

58. Le Groupe de travail a transmis sept cas au Gouvernement dans le cadre de sa procédure d'action urgente :

a) Le 2 février 2015, le cas de M. Jagne Omar Malleh, qui aurait été enlevé le 1<sup>er</sup> janvier 2015 à Bakau par des personnes qui feraient partie de l'Agence nationale de renseignement gambienne; le cas de M<sup>me</sup> Corr Olimatou, qui aurait été enlevée le 1<sup>er</sup> janvier 2015 par des membres de l'armée gambienne et, vraisemblablement, par l'Agence nationale de renseignement à Mbollet Ba, dans la région du North Bank; et le cas de M. Touray Doudou, qui aurait été enlevé le 4 janvier 2015 par des forces spéciales à Latrikunda Sabiji;

b) Le 26 mars 2015, les cas de M<sup>me</sup> Jarieatou Lowe, de M. Pa Alieu Lowe et d'une personne âgée de moins de 18 ans, qui auraient été enlevés le 1<sup>er</sup> janvier 2015 par des hommes qui feraient partie de l'Agence nationale de renseignement gambienne dans le village de Lamin, près de Serrekunda; et le cas de M. Ebou Lowe, qui aurait été arrêté par l'Agence nationale de renseignement gambienne, le 9 ou 10 janvier 2015 dans un endroit inconnu.

### **Élucidation à partir des informations émanant d'autres sources**

59. Une source a fourni des informations sur quatre cas transmis dans le cadre de la procédure d'action urgente le 23 janvier et le 2 février 2015. Le Groupe de travail a donc décidé de considérer trois cas comme élucidés.

## Grèce

### Informations reçues du Gouvernement

60. En janvier et février 2015, les Gouvernements de la Hongrie, de la Suisse, des États-Unis d'Amérique et de la Grèce ont transmis des communications concernant un cas en suspens dont ils avaient reçu une copie, conformément aux méthodes de travail du Groupe de travail.

## Guatemala

### Autres lettres

61. Le 22 décembre 2014, le Groupe de travail a transmis conjointement avec un autre mécanisme des procédures spéciales une lettre concernant des allégations selon lesquelles l'ancien chef d'État José Efraín Ríos Montt, accusé de génocide et de crimes contre l'humanité, pourrait être amnistié.

### Informations reçues du Gouvernement

62. Le 16 janvier 2015, le Gouvernement a répondu à la lettre adressée le 22 décembre 2015 (voir l'annexe II).

### Observations

63. Le Groupe de travail remercie le Gouvernement pour sa réponse et rappelle l'article 18 de la Déclaration, qui dispose que les personnes qui seraient responsables de disparitions forcées ne devraient bénéficier d'aucune loi spéciale d'amnistie ou autres mesures analogues pouvant les exempter de toute procédure judiciaire ou condamnation et que, dans l'exercice du droit de grâce, l'extrême gravité des actes conduisant à des disparitions forcées doit être prise en considération.

## Honduras

### Informations reçues du Gouvernement

64. Le 28 août 2014, le Gouvernement a transmis des informations concernant 125 cas en suspens. Les informations n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider les cas.

### Observations

65. Le Groupe de travail remercie le Gouvernement pour ses réponses et rappelle que, conformément à ses méthodes de travail, il considère un cas comme élucidé lorsque le sort d'une personne disparue ou le lieu où celle-ci se trouve ont été clairement établis et que des informations détaillées ont été transmises.

## Inde

### Autres lettres

66. Le 23 janvier 2015, le Groupe de travail a transmis, conjointement avec deux autres mécanismes des procédures spéciales, une lettre concernant des travaux de construction qui seraient en cours sur un site où une fosse commune a récemment été découverte, et les effets néfastes que cela pourrait avoir sur une enquête judiciaire et médico-légale et sur le droit des victimes à la vérité et à la justice.

## **Indonésie**

### **Informations émanant d'autres sources**

67. Une source a fourni des informations sur un cas en suspens.

## **Iran (République islamique d')**

### **Informations émanant d'autres sources**

68. La source a fourni des informations sur un cas en suspens.

### **Informations reçues du Gouvernement**

69. Le 15 janvier 2015, le Gouvernement a transmis des informations concernant deux cas en suspens, sur la base desquelles le Groupe de travail a décidé d'appliquer la règle des six mois.

## **Koweït**

### **Informations reçues du Gouvernement**

70. Le 5 septembre 2014, le Gouvernement a transmis une communication concernant un cas en suspens.

## **République démocratique populaire lao**

### **Informations émanant d'autres sources**

71. La source a fourni des informations sur un cas en suspens.

## **Liban**

### **Informations reçues du Gouvernement**

72. Le 22 septembre 2014, le Gouvernement a transmis une communication concernant dix cas en suspens.

## **Maldives**

### **Appels urgents**

73. Le 7 octobre 2014, le Groupe de travail a transmis, conjointement avec un autre mécanisme des procédures spéciales, un appel urgent au Gouvernement concernant M. Ahmed Rilwan Abdulla, journaliste qui aurait été enlevé le 8 août 2014 à Malé, vraisemblablement en raison de ses activités dans le domaine des droits de l'homme.

### **Observations**

74. Le Groupe de travail rappelle au Gouvernement que, selon l'article 2 de la Déclaration, aucun État ne doit commettre, autoriser ou tolérer des actes conduisant à des disparitions forcées.

## Mexique

### Procédure d'action urgente

75. Le 8 janvier 2015, le Groupe de travail, suivant sa procédure d'action urgente, a transmis un cas au Gouvernement concernant M. José Moises Sanchez Cerezo, qui aurait été arrêté par des personnes armées qui seraient liées au maire de la ville, à Medellin de Bravo, dans l'État de Veracruz.

### Procédure ordinaire

76. Le Groupe de travail a transmis trois cas en suspens au Gouvernement, concernant :

- a) M. Erick Aguirre Balbuena, qui aurait été arrêté le 24 septembre 2012 par des agents ministériels à Ciudad Juarez, dans l'État de Chihuahua;
- b) M. Javier Bahena Ambriz, qui aurait été enlevé le 20 mars 2014 par des policiers de Cocula. Conformément aux méthodes de travail du Groupe de travail, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a reçu copie du cas;
- c) M. Salvador Macias Moreno, qui aurait été enlevé le 3 décembre 2013 par la police municipale d'Apatzingan, dans l'État du Michoacan.

### Appels urgents

77. Le 3 octobre 2014, le Groupe de travail a transmis, conjointement avec deux autres mécanismes des procédures spéciales, un appel urgent au Gouvernement concernant des allégations d'exécutions extrajudiciaires et de disparitions forcées d'étudiants de la ville d'Iguala, dans l'État du Guerrero. Le 26 septembre 2014, des bus transportant quelque 80 étudiants d'Iguala à Chilpancingo auraient été arrêtés par une patrouille de police et auraient essuyé des coups de feu. Le sort des étudiants et le lieu où ils se trouvent restent inconnus.

78. Le 23 février 2015, le Groupe de travail a transmis, conjointement avec quatre autres mécanismes des procédures spéciales, un appel urgent au Gouvernement concernant des allégations de détention arbitraire, de torture et de restriction du droit à la défense. M. Sidronio Casarrubias Salgado aurait été arrêté le 15 octobre 2014 par la police fédérale ministérielle à Toluca, dans l'État de Mexico, et torturé durant plusieurs jours pour le forcer à signer une déclaration ministérielle.

### Lettre d'intervention rapide

79. Le 12 novembre 2014, le Groupe de travail a transmis une lettre d'intervention rapide au Gouvernement concernant des actes d'intimidation qu'auraient subis M. Nicomedes Garcia Fuentes, membre de la Commission de la vérité dans le cadre de l'enquête sur les violations des droits de l'homme commises lors de la guerre sale des années 1960 et 1970 dans l'État du Guerrero (COMVERDAD), ainsi que des membres de sa famille.

80. Le 16 décembre 2014, le Groupe de travail a transmis, conjointement avec deux autres mécanismes des procédures spéciales, une lettre d'intervention rapide au Gouvernement concernant des allégations selon lesquelles les autorités mexicaines stigmatiseraient une organisation non gouvernementale des droits de l'homme soutenant les familles des 43 étudiants disparus d'Iguala et porteraient atteinte à sa crédibilité.

### **Communiqué de presse**

81. Le 10 octobre 2014, le Groupe de travail a publié, conjointement avec deux autres mécanismes des procédures spéciales, un communiqué de presse dans lequel il exhorte le Gouvernement à redoubler d'effort afin de retrouver les étudiants qui ont disparu le 26 septembre 2014 à Iguala et à faire toute la lumière sur ces événements. Il demande que les responsables soient condamnés et que les familles des victimes et ceux qui mènent des enquêtes ou qui soutiennent les actions destinées à déterminer le sort des victimes et le lieu où elles se trouvent soient protégés.

### **Information reçues du Gouvernement**

82. Les 7 et 13 novembre, 3 et 24 décembre 2014 et 21 janvier 2015, le Gouvernement a transmis des communications concernant 12 cas en suspens.

83. Le 11 novembre 2014, le Gouvernement a répondu à l'appel urgent conjoint envoyé le 3 octobre 2014 concernant la disparition forcée des 43 étudiants d'Iguala. Dans sa réponse, le Gouvernement fournit des informations sur l'enquête menée, les recherches effectuées pour retrouver les étudiants disparus et l'identification des parties responsables. Il décrit également les mesures prises en faveur des victimes et les informations fournies sur l'assistance offerte par la Commission interaméricaine des droits de l'homme.

84. Le 13 novembre 2014, le Gouvernement a répondu à une lettre d'intervention rapide, adressée le 14 août 2014, concernant des actes d'intimidation qu'auraient subis des proches de M. Hector Rangel Ortiz, ainsi que des menaces qui auraient été proférées à leur encontre. Dans sa réponse, le Gouvernement décrit les mesures prises par le Bureau du procureur général et l'Agence générale des services spéciaux pour la sécurité et la protection des personnes. Le Gouvernement a également indiqué qu'il assistait les proches de M. Rangel Ortiz dans le cadre de l'enquête et prenait toutes les mesures nécessaires à leur sécurité.

### **Information émanant d'autres sources**

85. Les sources ont fourni des informations sur 24 cas en suspens.

### **Observations**

86. Le Groupe de travail reste très préoccupé par la disparition forcée des 43 étudiants d'Iguala le 26 septembre 2014. Il appelle le Gouvernement à continuer ses enquêtes afin d'élucider le sort des étudiants et le lieu où ils se trouvent, et de condamner les auteurs de ce crime.

## **Maroc**

### **Procédure ordinaire**

87. Le Groupe de travail a transmis 18 cas au Gouvernement, concernant :

- a) M. Hamudi Mohamed Lehib Baba (Nouaini), enlevé le 7 juillet 1976 par des agents de la gendarmerie royale dans le quartier de Rbieb, à Smara;
- b) M. Hamdi Brahim Salem Mulay, enlevé le 11 décembre 1975 par des militaires à Amakid;
- c) M. Lehib Abdala Mohamed Amnaïsir, enlevé en janvier 1976 par des militaires à Oued Drâa;



- d) M. Mohamed Salem Embarec Aali Buhem, arrêté le 10 juillet 1976 par des gendarmes à Smara;
- e) M. Larosi Alisalem Balla, enlevé le 11 novembre 1975 par des militaires à Echaab, près de Echderyria;
- f) M. Mohamed Cheij Mohamed Salem Bujari, enlevé en août 1976 par des militaires marocains à Leboirat;
- g) M. Ballal Lehbib Ballal Ahmed Keihel, enlevé en février 1976 par des agents de la Compagnie mobile d'intervention du Ministère de l'intérieur à Tan-Tan;
- h) M. Driss Bahbah, qui a été vu pour la dernière fois le 7 août 1973 à la prison centrale de Kenitra;
- i) M. M'hamed Chellat, enlevé le 7 août 1973 par des policiers, des gendarmes et des membres des Forces armées royales;
- j) M. Miloud Abdellaoui, arrêté le 4 mars 1976 par des policiers et des agents des Forces armées royales à Douar Ouled Moussa;
- k) M. Moha Ou Haddou Ait, arrêté en mars 1973 par des gendarmes à Ksar Sountate;
- l) M. Lahrach Eladlani, arrêté en juillet 1973 par des policiers et des agents de la Sécurité nationale à Ksar Sountate;
- m) M. Mimoune Fagouri, vu pour la dernière fois le 7 août 1973 à la prison centrale de Kenitra;
- n) M. Abdelaziz Bikri, arrêté le 26 octobre 2004 par la police judiciaire de Safi à Beddouza, dans la région de Safi;
- o) M. Amar Ben Abderrahmane Ksissar, vu pour la dernière fois le 30 août 1973 à la prison centrale de Kenitra;
- p) M. Bouchaïb Hachmaoui, enlevé le 10 juillet 1971 par la police et la gendarmerie à Rabat;
- q) M. El Houcine Oukachih, enlevé le 10 juillet 1971 par la gendarmerie et les Forces armées royales à Rabat;
- r) M. Mohamed Ben Kaci, enlevé le 10 juillet 1971 par la gendarmerie et les Forces armées royales à Rabat.

## Népal

### Informations reçues du Gouvernement

88. Le 12 décembre 2014, le Gouvernement a répondu à une lettre transmise conjointement avec d'autres titulaires de mandat au titre des procédures spéciales concernant la nouvelle loi n° 2071 (2014) portant création de la Commission pour la vérité et la réconciliation et de la Commission d'enquête sur les personnes disparues. Le Gouvernement a indiqué que la loi ne faisait pas mention d'amnistie générale et que les amnisties dépendaient de la gravité, du degré d'implication et de la nature du crime. Le Gouvernement a souligné que poursuivre en justice les personnes impliquées dans de graves violations des droits de l'homme, dont les disparitions, était l'un des objectifs de la loi. De plus, avant de formuler des recommandations en faveur de l'amnistie, la Commission pour la vérité et la réconciliation devait consulter étroitement les victimes afin d'obtenir leur consentement.

89. Le Gouvernement a précisé que la Commission ne remplaçait pas les mécanismes de justice pénale existants et qu'elle devrait consulter les tribunaux ou organes impliqués dans les cas dont elle était saisie. Toutes les affaires actuelles liées au conflit n'avaient pas été retirées du système de justice pénale et la loi pouvait faciliter la réconciliation entre les victimes et les responsables en cas de consentement mutuel et libre. Le Gouvernement a souligné que l'indépendance structurelle et fonctionnelle de la Commission, ainsi que son impartialité et son autonomie étaient garanties par la loi.

### **Observations**

90. Le Groupe de travail remercie le Gouvernement pour sa réponse et salue la décision prise par la Cour suprême le 26 février 2015 de modifier les dispositions de la loi sur la justice transitionnelle qui a octroyé à la Commission pour la vérité et la réconciliation et à la Commission d'enquête sur les personnes disparues le pouvoir discrétionnaire de recommander l'amnistie et a habilité le ministre de la paix et de la reconstruction à décider si des poursuites devaient être engagées à l'encontre des auteurs de crimes graves.

## **Oman**

### **Procédure d'action urgente**

91. Le 19 décembre 2014, le Groupe de travail, suivant sa procédure d'action urgente, a transmis au Gouvernement un cas concernant M. Said Ali Said Jadad, qui aurait été arrêté par la Police royale omanaise et par les forces de sécurité intérieure à Awqad, Al Shamalyia, dans la ville de Salalah.

### **Appel urgent**

92. Le 12 décembre 2014, le Groupe de travail a, conjointement avec un autre mécanisme des procédures spéciales, adressé au Gouvernement un appel urgent concernant le cas en question.

### **Informations reçues du Gouvernement**

93. Le 18 décembre 2014, le Gouvernement a transmis une communication concernant un cas en suspens.

### **Informations émanant d'autres sources**

94. Une source a fourni des informations sur un cas transmis selon la procédure d'action urgente le 19 décembre 2014.

### **Élucidation**

95. À la lumière des renseignements fournis par la source, le Groupe de travail a décidé de considérer élucidé un cas transmis selon la procédure d'action urgente le 19 décembre 2014.

## **Pakistan**

### **Procédure d'action urgente**

96. Le Groupe de travail, suivant sa procédure d'action urgente, a porté 35 cas à l'attention du Gouvernement :

a) Le 3 octobre 2014, les cas de MM. Aqeel Abbas Ghulam Abbas, Noshad Khan Shabbir Ahmed, Kashif Majeed Majeedullah, Rashid Khan Ateeq Ahmed Khan, Shanawz Khan Shoukat Khan, Muhammad Tariq Abdul Khaleeq, Kashif Khan Saeed Ahmed Khan et Muhammed Saeed Khan Muhammad Zakariya Rana, qui auraient été enlevés le soir du 24 septembre 2014 par des rangers dans les locaux du mouvement Muttahida Qaumi à Karachi;

b) Le 10 décembre 2014, les cas de MM. Mohammad Sohail Mohammad Shezad, Farooq Misri Khan, Muhammad Rehan Muhammad Haroon, Muhammad Rashid Ali Burg Ali, Tanveer Ahmed Zameer Ahmed et Akbar Hussain Sikander Shah, qui auraient été enlevés en novembre 2014 par des rangers pakistanais du Sindh à Karachi;

c) Le 15 décembre 2014, les cas de MM. Abdul Salam Irfan, Abrar Ahmed, Syed Aashiq Elahi et Muhammd Fahad Uddin, qui auraient été enlevés le 17 novembre 2014 par des rangers pakistanais du Sindh à Karachi;

d) Le 23 décembre 2014, les cas de MM. Muhammad Rehan Akram, Rehan Ahmed Qureshi, Kamran Shah, Muhammad Sajid et Sohail Ahmed, qui auraient été enlevés en décembre 2014 à Karachi;

e) Le 7 janvier 2015, les cas de MM. Alif Khan, Faisal Khursheed, Syed Faraz Alam, Muhammad Mansoor, Muhammad Salman et Usman Qureshi, qui auraient été enlevés en décembre 2014 par des rangers pakistanais du Sindh à Karachi;

f) Le 22 janvier 2015, le cas de M. Sohail Ahmed, qui aurait été enlevé par des hommes armés à Karachi;

g) Le 26 janvier 2015, les cas de MM. Mirza Zeeshan Baig, Muhammad Yousuf Rehmatullah, Jumma Khan Memon Gul Muhammad, Raees Khan Jalal Khan, Shezad Khan Munir Khan et Syed Tahir Ali Syed Barkat Ali, qui auraient été enlevés en janvier 2014 par des rangers pakistanais du Sindh à Karachi.

### **Procédure ordinaire**

97. Le Groupe de travail a porté trois cas à l'attention du Gouvernement concernant :

a) M. Arshad Arshad, qui aurait été arrêté avec deux autres personnes de son entourage le 10 mars 2013 par des rangers pakistanais du Sindh;

b) M. Mohammad Qazafi, qui aurait été arrêté le 26 septembre 2013 sur la route de Killi Nichari Qumbrani à Quetta, au Baloutchistan, par des forces de sécurité, notamment par des agents en civil appartenant aux forces de police, à l'agence nationale de renseignements et au Frontier Corps (gardes frontière);

c) M. Ali Sohaib, qui aurait été enlevé le 13 avril 2014 par des rangers pakistanais du Sindh à Country Heights, Gulzar-e-Hijri, secteur 33, Karachi.

### **Allégations générales**

98. Le 26 mars 2015, le Groupe de travail a transmis des informations reçues de sources crédibles concernant des obstacles entravant la mise en œuvre de la Déclaration au Baloutchistan.

99. Il a été signalé que les familles de disparus faisaient souvent l'objet de harcèlement par les organes de l'Etat qui seraient responsables des disparitions. Ces organes ont promis à certaines familles que les disparus seraient remis en liberté si celles-ci gardaient le silence sur ces événements. Des sources ont indiqué que les familles avaient pour consigne de ne pas contacter un tribunal, un média ou une organisation des droits de l'homme. Un certain nombre de familles de disparus

n'ayant pas tenu compte de ces menaces et ayant signalé les disparitions ont subi des représailles. Dans certains cas, leurs proches disparus ont été torturés et assassinés au cours de leur détention. Dans d'autres cas, les proches de disparus qui avaient signalé un cas de disparition forcée ont eux-mêmes été enlevés, torturés et tués par les auteurs présumés des disparitions initiales.

100. M. Jalil Reki, dont le cas a été signalé au Groupe de travail (cas n° 10002879) aurait été tué lors de sa détention par des membres des services de renseignement, visiblement en raison de la campagne active menée par sa famille en vue de son retour. Des sources ont également déclaré que deux proches de disparus avaient été tués alors qu'ils se trouvaient en détention en raison de leur participation active à une association des familles de personnes disparues. Des personnes travaillant pour de telles associations au Baloutchistan auraient également reçu des menaces de la part d'organes de l'Etat après avoir collaboré avec le Groupe de travail lors de sa visite au Pakistan en 2012. L'un des proches d'une personne ayant organisé une campagne pour la libération des personnes disparues au Baloutchistan a été arrêté et torturé par des membres des services de renseignement en représailles.

101. Des sources ont également rapporté que des proches de disparus ayant activement enquêté sur des cas de disparition forcée ainsi que des membres d'organisations non gouvernementales étudiant ces cas étaient traduits en justice pour des chefs d'accusation inventés de toutes pièces en représailles. Certains avocats travaillant sur des cas de disparitions forcées ont été victimes d'actes de harcèlement et de disparitions forcées.

102. Quelques disparus placés en détention auraient été remis en liberté à la suite d'une décision de la Cour suprême du Pakistan. Dans de nombreux cas, malgré les décisions de justice répétées ordonnant la libération des disparus, ceux-ci ont été retrouvés morts; des sources ont par exemple rapporté que, malgré les décisions de la Cour suprême du Pakistan ordonnant la libération de M. Mohammad Khan Marri (cas n° 10003120) et d'une autre personne, leurs corps avaient été retrouvés à Quetta. Dans certains cas, les corps des personnes disparues portant des marques de torture ont été retrouvés dans la rue alors même que se déroulait leur procès. Les procès de la Cour suprême sur les cas de disparitions forcées auraient souvent coïncidé avec la découverte des corps des disparus. Par peur de représailles sur leur proche disparu, une famille a supplié le Président de la Cour suprême de ne pas ordonner sa libération au cours de l'audience.

103. Des charniers ainsi que des restes humains auraient été découverts à Tootak, dans le district de Khuzdar. Des sources ont déclaré que les restes trouvés dans les charniers appartenaient à des victimes du Baloutchistan ayant été enlevées par les forces de sécurité pakistanaises. Deux corps ont déjà été identifiés par les familles, qui ont déclaré que les victimes avaient respectivement été enlevées le 30 août et le 4 décembre 2013 par le Frontier Corps. L'identification a été difficile en raison de l'état de décomposition des corps. De plus, certains corps auraient été brûlés à l'acide.

104. La Cour suprême a demandé au Gouvernement provincial du Baloutchistan d'effectuer des tests ADN pour identifier les corps découverts dans les charniers. Aucune action n'aurait été entreprise à ce sujet. Dans le même temps, les sites des charniers auraient été fermés par les forces de sécurité pakistanaises. Des sources prétendent qu'aucun organe indépendant n'a encore été autorisé à examiner les sites. Des préoccupations ont été exprimées quant à la manipulation ou à la disparition probables des preuves.

105. Des sources ont rapporté que le Gouvernement fédéral avait émis une ordonnance à l'intention du Gouvernement provincial du Baloutchistan afin que celui-ci établisse une commission judiciaire investie des pouvoirs d'un tribunal civil, dans le

but d'enquêter sur les charniers du district de Khudzar. La commission, présidée par un juge de la Cour supérieure du Baloutchistan, a été mise en place. Des préoccupations sont exprimées quant à l'impartialité des membres de cette commission et la crédibilité de ses procédures et de ses décisions.

106. Les familles de disparus rencontreraient des difficultés à enregistrer leur plainte auprès de la police. En 2010, la Cour suprême a souligné que les plaintes déposées à la suite de disparitions devaient être enregistrées dans les postes de police correspondants. Immédiatement après cette décision de justice, des plaintes ont été enregistrées. Au bout de quelques temps, cependant, les familles ont de nouveau eu des difficultés à déposer plainte.

#### **Informations émanant d'autres sources**

107. Des sources ont fourni des renseignements sur six cas en suspens.

#### **Élucidation**

108. À la lumière des informations fournies par la source, le Groupe de travail a décidé de considérer cinq cas comme élucidés.

#### **Observations**

109. Le Groupe de travail constate avec une vive inquiétude qu'il a transmis 35 cas au Gouvernement entre ses 104<sup>e</sup> et 105<sup>e</sup> sessions dans le cadre de sa procédure d'action urgente et, en particulier, que la plupart de ces cas concernent des membres du mouvement Muttahida Quami, ce qui suggère un schéma de ciblage spécifique. Le Groupe de travail rappelle au Gouvernement que, conformément à l'article 2 de la Déclaration, aucun État ne doit pratiquer, permettre ou tolérer les disparitions forcées. De plus, il rappelle les dispositions des articles 7 (Aucune circonstance, quelle qu'elle soit, ne peut être invoquée pour justifier des disparitions forcées) et 10 (Des informations exactes sur la détention de ces personnes et sur le lieu où elles se trouvent, y compris sur leur transfert éventuel, doivent rapidement être communiquées aux membres de leur famille, à leur avocat ou à toute personne légitimement fondée à connaître ces informations).

110. Le Groupe de travail regrette également de n'avoir reçu aucune réponse du Gouvernement sur les cas qui lui ont récemment été transmis.

### **Paraguay**

#### **Informations reçues du Gouvernement**

111. Le 7 janvier 2015, le Gouvernement a répondu à l'allégation générale qui lui a été transmise le 7 octobre 2014 au sujet de la découverte de 27 dépouilles de victimes de disparitions forcées dans des bâtiments publics. Dans sa réponse, le Gouvernement a déclaré que 29 dépouilles avaient été découvertes dans différentes régions du pays et qu'elles avaient été transférées au laboratoire d'analyse scientifique du ministère public pour que des tests ADN soient pratiqués.

112. Selon le Gouvernement, plus d'une cinquantaine d'enquêtes menées sur les cas de disparitions forcées sont en cours et ont abouti à la condamnation d'agents de police. Une unité spéciale du ministère public chargée des atteintes aux droits de l'homme a la tâche d'enquêter sur les cas de disparitions forcées.

113. En janvier 2012, une agence des droits de l'homme a été créée pour analyser les renseignements fournis par la Commission de l'Ombudsman pour la vérité et la justice, entraînant l'ouverture des enquêtes susmentionnées.

114. En 2006, 67 échantillons ADN provenant des familles de personnes disparues auraient été recueillis et déposés au Département de la vérité, de la justice et des réparations en vue de la création d'une base de données génétiques nationale. Le Gouvernement a également rapporté qu'une équipe argentine d'anthropologie médico-légale serait engagée pour entamer le processus d'identification.

115. Vingt-neuf dépouilles ont actuellement été découvertes, dont deux dans les fouilles de Ñu Kañy, dans le district de Tavaí, qui se trouve dans le département de Caazapá, depuis novembre 2014. À la tête des fouilles se trouve une équipe nationale constituée pour rechercher et identifier les personnes détenues ou ayant disparu entre 1959 et 1989.

## **Philippines**

### **Informations émanant d'autres sources**

116. Les sources ont fourni des informations sur deux cas en suspens.

## **Fédération de Russie**

### **Procédure ordinaire**

117. Le Groupe de travail a porté cinq cas à l'attention du Gouvernement concernant :

a) M. Ilyas Magomedovich Akiyev, qui aurait été enlevé le 22 mars 2005 par des hommes armés non identifiés vêtus de l'uniforme militaire à Argun en Tchétchénie;

b) M. Beslan Magomedovich Doltsaev, qui aurait été arrêté le 11 février 1995 par des militaires à Grozny en Tchétchénie;

c) M. Zelimkhan Muzaev, qui aurait été enlevé le 17 mars 2003 par des militaires russes à Argun en Tchétchénie;

d) M. Ismail Khalidovich Salamkhanov, qui aurait été enlevé le 26 août 2009 par des personnes non identifiées maniant des armes automatiques à Grozny en Tchétchénie;

e) M. Alvi Yusupov, qui aurait été enlevé le 22 janvier 2007 par des forces fédérales à Grozny en Tchétchénie.

### **Lettre d'intervention rapide**

118. Le 22 décembre 2014, le Groupe de travail a, conjointement avec six autres mécanismes des procédures spéciales, adressé au Gouvernement une lettre d'intervention rapide en rapport avec des allégations concernant un incendie criminel dans les locaux d'une organisation de défense des droits de l'homme, le Joint Mobile Group, des actes d'intimidation et de harcèlement visant MM. Igor Kalyapin, Sergei Babinets et Dmitry Dimitriev, trois avocats spécialistes des droits de l'homme, et l'arrestation arbitraire de MM. Sergei Babinets et Dmitry Dimitriev.

## **Rwanda**

### **Procédure ordinaire**

119. Le Groupe de travail a porté un cas à l'attention du Gouvernement concernant M. Olivier Maniriho, qui aurait été vu pour la dernière fois le 9 février 2014 à Kigali, dans le district de Nyarugenge.

**Appel urgent**

120. Le 2 octobre 2014, le Groupe de travail a, conjointement avec un autre mécanisme des procédures spéciales, adressé un appel urgent au Gouvernement concernant des allégations selon lesquelles depuis la mi-juillet 2014, pas moins de 40 corps auraient été découverts flottant à la surface du lac Rweru ainsi que dans le fleuve Kagera, qui prend sa source au Rwanda. Un appel urgent analogue a été envoyé au Gouvernement burundais.

**Informations reçues du Gouvernement**

121. Le 16 octobre 2014, le Gouvernement a transmis une réponse à l'appel urgent qui lui avait été adressé le 2 octobre 2014. Dans sa réponse, le Gouvernement a indiqué qu'il n'avait pas connaissance des informations contenues dans cette lettre et qu'il les avait découvertes dans les médias. Le Gouvernement rwandais a fait savoir qu'il avait demandé au Gouvernement burundais sa coopération et sa collaboration dans le cadre de l'enquête.

**Arabie saoudite****Informations émanant d'autres sources**

122. Une source a fourni des renseignements sur un cas en suspens.

**Élucidation**

123. À la lumière des informations fournies par la source, le Groupe de travail a décidé de considérer un cas comme élucidé.

**Espagne****Informations émanant d'autres sources**

124. Une source a fourni des informations sur un cas en suspens.

**Autres lettres**

125. Le 7 janvier 2015, le Groupe de travail a, conjointement avec un autre mécanisme des procédures spéciales, transmis une lettre au Gouvernement concernant des allégations relatives à la fermeture éventuelle, pour cause de manque de fonds, d'un laboratoire situé à Ponferrada et dont les services permettent l'exhumation des cadavres retrouvés dans les charniers datant de la guerre civile.

**Sri Lanka****Procédure ordinaire**

126. Le Groupe de travail a porté 10 cas à l'attention du Gouvernement, concernant :

a) M. Madushka Haris De Silva, qui aurait été vu pour la dernière fois le 2 septembre 2013 à Anurâdhapura, dans la province du Centre-Nord; la police serait responsable de sa disparition;

b) M. Jeyachandran Shivasubramaniam, qui aurait été vu pour la dernière fois le 19 mai 2009, lorsqu'il s'est lui-même rendu à l'armée sri-lankaise à Vadduvagal, dans la province du Nord;

c) M. Nimalan Jeyakumar, qui aurait été vu pour la dernière fois le 2 février 2009 à Vallipunam, dans le district de Mullaitivu, situé dans la province du Nord; l'armée sri-lankaise serait responsable de sa disparition;

d) M<sup>me</sup> Jeromy Kashipillai, qui aurait été vue pour la dernière fois le 10 avril 2009 à Wanni, dans la province du Nord, lorsqu'elle se serait elle-même rendue à l'armée sri-lankaise;

e) M<sup>me</sup> Nalini Mahalingam, qui aurait été vue pour la dernière fois le 7 décembre 2008 dans le village d'Udaiyarkattu, situé dans la province du Nord; l'armée sri-lankaise serait responsable de sa disparition;

f) M. Sasikumar Mannikkam, qui aurait été vu pour la dernière fois le 17 mai 2009 dans le district de Mullaitivu, situé dans la province du Nord, alors sous le contrôle de l'armée sri-lankaise;

g) M<sup>me</sup> Nishanthini Mohanadhaskandhi, qui aurait été vue pour la dernière fois le 30 octobre 2008 à Maamunai, dans la province du Nord; l'armée sri-lankaise serait responsable de sa disparition;

h) M. Shivakumar Murugesu, qui aurait été vu pour la dernière fois le 15 mars 2009 dans la zone de Maththalan, contrôlée par l'armée;

i) M. Sachithanantham Nadarsa, qui aurait été vu pour la dernière fois le 18 mai 2009 à Sivan Nagar, dans le district de Mullaitivu, situé dans la province du Nord; l'armée sri-lankaise serait responsable de sa disparition;

j) M. Balachandran Subramaniam, qui aurait été vu pour la dernière fois le 17 avril 2009 dans le district Mullaitivu, situé dans la province du Nord; l'armée sri-lankaise serait responsable de sa disparition

#### **Lettre d'intervention rapide**

127. Le 12 décembre 2014, le Groupe de travail a, conjointement avec un autre mécanisme des procédures spéciales, adressé au Gouvernement une lettre d'intervention rapide concernant l'enlèvement, l'intimidation et le harcèlement présumés de M<sup>me</sup> Rankothge Mauri Inoka Kumari Jayasena depuis novembre 2013, à la suite de ses démarches et de ses efforts pour connaître le sort de son époux disparu et le localiser.

128. Le 14 janvier 2015, le Groupe de travail a, conjointement avec un autre mécanisme des procédures spéciales, adressé au Gouvernement une lettre d'intervention rapide concernant des menaces et des actes d'intimidation et de harcèlement présumés visant M. Brito Fernando et M. Prasanga Fernando depuis octobre 2014, en représailles à leurs initiatives menées aux côtés de l'organisation non gouvernementale sri-lankaise Families of the Disappeared, notamment concernant les disparitions forcées, la recherche de la vérité et la promotion de la justice.

#### **Informations reçues du Gouvernement**

129. Le 11 septembre et le 7 novembre 2014, le Gouvernement a transmis des communications sur 217 cas en suspens.

#### **Informations émanant d'autres sources**

130. Une source a fourni des renseignements sur deux cas en suspens.



**Élucidation**

131. À la lumière des informations fournies par le Gouvernement, le Groupe de travail a décidé de considérer un cas en suspens comme élucidé, le délai prescrit par la règle des six mois ayant expiré (voir A/HRC/WGEID/103/1, par. 156).

**Observations**

132. Le Groupe de travail se réjouit de la référence faite par le Gouvernement à une visite et attend avec impatience de se rendre dans le pays au cours des prochains mois.

**Soudan****Appel urgent**

133. Le 9 décembre 2014, le Groupe de travail a, conjointement avec cinq autres mécanismes des procédures spéciales, transmis au Gouvernement un appel urgent concernant l'arrestation et la détention au secret présumées, le 6 décembre 2014, du docteur Amin Mekki Medani, défenseur des droits de l'homme et militant politique, Président de la Confédération des organisations de la société civile, et de M. Farouk Abu Eissa, Président des forces de consensus national (FCN).

**Informations reçues du Gouvernement**

134. Le 6 juin 2014, le Gouvernement a répondu à l'appel conjoint urgent qui lui avait été adressé le 26 mai 2014 concernant l'arrestation et la détention au secret présumées de M. Mohamed Salah Mohamed Abdelrahman, des actes d'intimidation visant sa famille et l'attaque dont a été victime l'un de ses proches. Le Gouvernement a indiqué que les renseignements fournis n'étaient pas suffisants pour identifier la victime.

**République arabe syrienne****Procédure ordinaire**

135. Le Groupe de travail a porté 13 cas à l'attention du Gouvernement, concernant :

- a) M. Ahmed Shaar, qui aurait été arrêté le 22 août 2013 par des agents en uniformes militaires et appartenant à Shabiha Hilal Al Assad, milice favorable au régime, à Lattaquié;
- b) M. Abdul Rahman Al Hamraoui, qui aurait été arrêté le 20 décembre 2012 par des forces de sécurité militaire à Homs;
- c) M. Deibo Al Khalif, qui aurait été arrêté le 8 décembre 2012 par des forces de sécurité politique à Alep;
- d) M. Alla Sharkeyia et M. Sabaie Sharkeyia, qui auraient été arrêtés le 7 juillet 2013 par des forces de sécurité politique à Homs;
- e) M. Saad Balowaat, qui aurait été arrêté le 22 juin 2011 par une patrouille des services du renseignement des forces aériennes à Hama;
- f) M. Jamil Al Najjar, qui aurait été vu pour la dernière fois le 11 décembre 2012 à bord d'un véhicule des forces de l'ordre à Damas;
- g) M. Khaled Awda, qui aurait été arrêté le 12 septembre 2012 par des forces de sécurité militaire à Homs;

h) M. Khaled Roumo, qui aurait été arrêté le 27 juillet 2013 par des agents des services de renseignement syriens à Homs;

i) M. Mouhamad Omar Ayoubi, qui aurait été arrêté le 3 novembre 2012 par des membres des forces de sécurité et des services de renseignement politique à Damas;

j) M<sup>me</sup> Qamar A'wad, qui aurait été vue pour la dernière fois le 2 novembre 2012 au centre du renseignement des forces aériennes à Mazzeh, Damas;

k) M. Mohamed Rami Manla, de nationalité syrienne, qui aurait été arrêté le 16 mars 2013 par les services de renseignement des forces aériennes au point de contrôle d'Al Hasya, dans le gouvernorat de Homs;

l) M. Khaldoun Taboshe, qui aurait été arrêté par des agents de la branche de sécurité de l'État le 4 avril 2013 à Lattaquié.

#### **Informations reçues du Gouvernement**

136. Les 18 et 29 septembre 2014 ainsi que le 6 février 2015, le Gouvernement a transmis des communications sur 19 cas en suspens.

#### **Élucidation à partir des informations fournies par d'autres sources**

137. Des sources ont fourni des renseignements sur cinq cas en suspens. Le Groupe de travail a donc décidé de considérer un cas comme élucidé.

#### **Appels urgents**

138. Le 21 novembre 2014, le Groupe de travail a, conjointement avec quatre autres mécanismes des procédures spéciales, transmis au Gouvernement un appel urgent concernant l'arrestation arbitraire et la détention au secret présumées, le 31 octobre 2014, de deux défenseurs des droits de l'homme syriens, M. Jdeh Abdullah Nawfal et M. Omar Al-Shaar, en représailles à leur coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

### **Tadjikistan**

#### **Informations émanant d'autres sources**

139. Une source a fourni des informations sur un cas en suspens.

### **Thaïlande**

#### **Procédure ordinaire**

140. Le Groupe de travail a porté un cas à l'attention du gouvernement, concernant M. Abdulrohim Abdullakimn, qui aurait été arrêté à un point de contrôle militaire à la frontière du district de Su-Ngai Kolok.

#### **Informations reçues du Gouvernement**

141. Le 31 juillet 2014 et le 23 février 2015, le Gouvernement a transmis des informations sur un cas en suspens.

#### **Informations émanant d'autres sources**

142. Des sources ont fourni des renseignements sur un cas en suspens.

## Tunisie

### Informations reçues du Gouvernement

143. Le 5 novembre 2014, le Gouvernement a transmis des informations sur deux cas en suspens.

## Turquie

### Élucidation

144. À la lumière des informations fournies par le Gouvernement, le Groupe de travail a décidé de considérer un cas en suspens comme élucidé, le délai prescrit par la règle des six mois ayant expiré (voir A/HRC/WGEID/103/1, par. 177).

### Appels urgents

145. Le 19 décembre 2014, le Groupe de travail a, conjointement avec trois autres mécanismes des procédures spéciales, transmis au Gouvernement un appel urgent concernant l'arrestation arbitraire et la détention, la disparition et le risque de refoulement présumés de M. Abd al-Baset Azzouz, ressortissant libyen. Il aurait été arrêté à Yalova par les autorités turques et transféré dans un centre de détention pour immigrés en situation irrégulière situé dans la province de Kocaeli.

## Ukraine

### Procédure ordinaire

146. Le Groupe de travail a porté un cas à l'attention du Gouvernement, concernant M. Bilibin Roman Aleksandrovich, qui aurait été arrêté le 20 juillet 2014 par le bataillon Aïdar, groupe paramilitaire pro-Kiev chargé de la défense du territoire dans la ville de Chtchastia à Lougansk.

### Appels urgents

147. Le 4 décembre 2014, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement un appel urgent concernant l'arrestation arbitraire présumée de M. Aleksander Minchenok le 21 juillet 2014 sur la route reliant Lyssytchansk à Kharkov par le bataillon Aïdar de défense du territoire, ainsi que sa disparition présumée.

## Émirats arabes unis

### Procédure d'action urgente

148. Le Groupe de travail, suivant sa procédure d'action urgente, a porté cinq cas à l'attention du Gouvernement :

a) Le 24 novembre 2014, le cas de M. Amer Alshava, qui a été vu pour la dernière fois le 2 octobre 2014 à l'aéroport de Dubaï; des agents de sécurité de l'État seraient responsables de sa disparition. Conformément aux méthodes de travail du Groupe de travail, le Gouvernement turc a lui aussi reçu copie du cas en question;

b) Le 1<sup>er</sup> janvier 2015, le cas de M. Mosaab Ahmed Abdelaziz Mohamed Ramadan, qui aurait été vu pour la dernière fois le 21 octobre 2014 à Ain Shams au Caire, en Égypte; les services de sécurité des Émirats arabes unis seraient responsables de sa disparition. Conformément aux méthodes de travail du Groupe de travail, le Gouvernement égyptien a lui aussi reçu copie du cas en question;

c) Le 2 mars 2015, le cas de M<sup>mes</sup> Amsa Khalifa Al Suwaidi, Al Yazyeh Khalifa Al Suwaidi et Meriem Khalifa Al Suwaidi, qui auraient été convoquées le 15 février 2015 devant les forces de sécurité d'Abu Dhabi.

#### **Procédure ordinaire**

149. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement deux cas concernant M. Youssef Abd Al Ghani Ali Al Mala et M. Hamed Ali Mohamed Ali Al Hamadi, qui auraient tous deux été arrêtés le vendredi 27 juin 2014 par la police des Émirats arabes unis, alors qu'ils traversaient la frontière pour rejoindre les Émirats arabes unis. Conformément aux méthodes de travail du Groupe de travail, le Gouvernement qatari a lui aussi reçu copie du cas en question.

#### **Informations reçues du Gouvernement**

150. Le 14 août et le 23 décembre 2014 ainsi que le 2 février 2015, le Gouvernement a transmis des informations concernant 10 cas en suspens. À la lumière des informations fournies par le Gouvernement, le Groupe de travail a décidé, au cours de sa 105<sup>e</sup> session, d'appliquer la règle des six mois à quatre de ces cas. Les renseignements fournis sur les six autres cas n'ont pas été jugés suffisants pour élucider ces cas.

#### **Informations émanant d'autres sources**

151. Des sources ont fourni des renseignements sur deux cas en suspens.

#### **Élucidation**

152. À la lumière des informations fournies par les sources, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidé un cas transmis suivant sa procédure d'action urgente le 24 novembre 2014.

#### **Appels urgents**

153. Le 8 octobre 2014, le Groupe de travail a, conjointement avec trois autres mécanismes des procédures spéciales, adressé un appel urgent au Gouvernement concernant l'arrestation arbitraire, la détention au secret et la disparition forcée présumées, le 27 juin 2014, de M. Yousef Abdulsamad Abdulghani Al-Mullah et de M. Hamad Ali Mohammed Al-Hammadi. Les deux hommes auraient été arrêtés par la police des Émirats arabes unis au poste frontière d'al Ghuwaifat. Conformément aux méthodes de travail du Groupe de travail, le Gouvernement qatari a lui aussi reçu copie du cas en question.

154. Le 20 février 2015, le Groupe de travail a, conjointement avec quatre autres mécanismes des procédures spéciales, adressé un appel urgent au Gouvernement concernant l'arrestation arbitraire, la détention au secret et la disparition forcée présumées, le 15 février 2015, de M<sup>mes</sup> Amsa Khalifa Al Suwaidi, Meriem Khalifa Al Suwaidi et Al Yazyeh Khalifa Al Suwaidi, probablement du fait de leurs démarches visant à défendre leur frère, emprisonné à la suite d'un procès présumé inique.

### **États-Unis d'Amérique**

#### **Communiqué de presse et lettre ouverte**

155. Le 26 novembre 2014, le Groupe de travail a, conjointement avec six autres mécanismes des procédures spéciales, publié un communiqué de presse et une lettre ouverte exhortant le Président des États-Unis d'Amérique à donner son aval à la

publication la plus complète possible du rapport sur les méthodes d'interrogatoire de la Central Intelligence Agency (CIA) élaboré par la Commission spéciale du Sénat, ce qui permettrait aux victimes et au grand public une meilleure compréhension des faits.

## **Uruguay**

### **Informations émanant d'autres sources**

156. Des sources ont fourni des renseignements sur un cas en suspens.

### **Élucidation**

157. À la lumière des informations fournies par le Gouvernement, le Groupe de travail a décidé de considérer un cas comme élucidé.

## **Ouzbékistan**

### **Informations reçues du Gouvernement**

158. Le 22 août 2014, le Gouvernement a transmis des renseignements concernant sept cas en suspens.

## **Yémen**

### **Informations reçues du Gouvernement**

159. Le 12 octobre 2014, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a communiqué des informations sur un cas en suspens dont il avait reçu copie, conformément aux méthodes de travail du Groupe de travail.

## Annexe I

[Anglais seulement]

### **Response from the Government of Bahrain to the general allegation from the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances**

#### **1. Abdulla Jaffar Abdulla (case No. 07201403579)**

He was arrested on 11 March 2014 in flagrante delicto while participating with others in acts of disorderly conduct and vandalism in the area of Nuwaidrat. He was interrogated by the Department of Public Prosecution on the day of his arrest in the presence of his lawyer, Ms. Fatima Al-Qasas. The Department charged him with participation in an unlawful public gathering, disruption of public order, wilful destruction of property and possession of incendiary devices, and ordered his remand in custody pending further investigation.

The case was referred to the Lower Criminal Court where the defendant appeared accompanied by his lawyer. On 23 June 2014, the Court decided to release the defendant on bail of 100 Bahraini dinars (BD). The case is still before the Court and is due to be heard on 7 January 2015.

#### **2. Redha Mirza Ahmed Mushaima and Sami Mirza Ahmed Mushaima (case No. 07201403620)**

The two were arrested on 6 March 2014 pursuant to a warrant issued by the Department of Public Prosecution. Evidence indicated that they and others had planted and detonated a bomb which killed a police officer and two patrolmen and injured others. They were interrogated by the Department of Public Prosecution on the day of their arrest. The Department charged them with joining a terrorist organization in full knowledge of its objectives, participating with others in the premeditated homicide of police officers and the attempted homicide of others, carrying out a terrorist bombing, procuring, possessing and manufacturing explosive devices in order to disrupt public order and endanger lives and property, and ordered their remand in custody pending further investigation.

The accused, along with others, were sent for trial and appeared in court accompanied by their lawyer, Mr. Abdel Jaleel Alaradi. The case is still before the court and its hearing has been adjourned until 17 November 2014.

#### **3. Ahmed Mohamed Saleh al-Arab (case No. 07201407880)**

He was arrested on 9 January 2014 after inquiries revealed his involvement with others in the commission of terrorist acts. He was brought before the Department of Public Prosecution where he was interrogated on 12 January 2014 and charged with a number of offences including: membership of a terrorist group, procurement and possession of arms and ammunition, manufacturing and possessing explosive devices without a permit in order to perpetrate terrorist acts, importing arms without a permit and helping wanted persons to escape. The Department ordered his remand in custody pending further investigation and the case was referred to the High Criminal Court where its hearing was adjourned until 13 November 2014.

#### **4. Muneer Sayed Habib Saeed Nasir (case No. 07201309245)**

He was arrested on 30 May 2014 pursuant to a warrant issued by the Department of Public Prosecution after evidence indicated that he and others had formed a terrorist organization. He was interrogated by the Department, which ordered his remand in custody pending further investigation.

He was sent for trial before the competent court, which sentenced him to 10 years' imprisonment. The defendant lodged an appeal against the sentence which is due to be heard on 23 November 2014.

#### **5. Ebrahim Ahmed Redha Al-Meqdad and Jihad Sadeq Abdullah (case No. 2012/104566)**

Ebrahim Al-Meqdad was arrested on 23 July 2012 and Jihad Sadeq on 25 July 2012 pursuant to a warrant issued by the Department of Public Prosecution.

The Department charged them and others with the attempted premeditated homicide, by lying in wait, of police officers in an incident that took place on 23 July 2012. According to the charges, they deliberately set fire to police vehicles with the intention of killing the occupants. Pursuing their plan, they then ambushed two on-duty police officers, throwing incendiary devices at them and at an armoured police vehicle in which they had taken refuge. Their intention was to burn the vehicle and its occupants and only the intervention of a police backup unit prevented them from perpetrating that crime. At the same time, these accused and other unknown persons used force against police officers with the intention of wrongfully preventing them from performing their duty. They started fires on the public thoroughfare, thereby endangering persons and property, and procured and possessed incendiary devices (Molotov cocktails) with the intention of using them to endanger life and public and private property. They also participated in an unlawful public gathering with a view to committing unlawful acts. All these acts were perpetrated in pursuit of a terrorist objective and a criminal conspiracy to disrupt public order and endanger lives and property.

The two accused were interrogated by the Department of Public Prosecution on 25 July 2012. The case was sent for trial before the High Criminal Court which, on 4 April 2013 in the presence of the accused, sentenced them to 10 years' imprisonment on the charges brought against them. They and other convicted persons lodged appeals against their sentences. The Court of Appeal considered the appeals and, on 29 September 2013, ruled that they were admissible in form but not in substance and upheld the original sentences. The two convicted persons then appealed against that ruling before the Court of Cassation which, on 20 October 2014, ruled that their appeals were admissible in form but not in substance.

#### **6. Maher Abbas Ahmed Youssef Al-Khabbaz (case No. 201392377)**

He was arrested on 19 February 2013 pursuant to a warrant issued by the Department of Public Prosecution after evidence indicated that he and others were involved in an attack on a police post in which one of its personnel was killed. On 21 February 2013, he was interrogated by the Department of Public Prosecution, which charged him with the premeditated homicide and attempted homicide of police officers and with the procurement and possession of incendiary devices and a shotgun without a permit and for the purpose of achieving a terrorist objective, and ordered his remand in custody pending further investigation.

The case was heard before the High Criminal Court which, on 19 February 2014, sentenced the defendant to death. He appealed against the sentence but the appeal was rejected by the High Court of Appeal, which upheld the original sentence. A further appeal was lodged before the Court of Cassation but no ruling has yet been issued thereon.

**7. Taleb Ali Mohammed (case No. 07201300177)**

He was arrested on 14 November 2012 on charges of establishing, in association with others, a terrorist group and procuring and possessing explosives without a permit in order to achieve a terrorist objective. The case was referred to the High Criminal Court, which sentenced him to 15 years' imprisonment. He lodged an appeal before the High Court of Appeal but it was rejected. He has also been convicted in other cases.

**8. Ebrahim Abdulla al-Sharqui (case No. 07201300177)**

He was charged in the aforementioned case with membership of a terrorist group and procurement and possession of explosives without a permit in order to achieve a terrorist objective. The case was referred to the High Criminal Court, which sentenced him to 10 years' imprisonment. He lodged an appeal before the High Court of Appeal but it was rejected. He has also been convicted in other cases.

**9. Sadeq Jaffar Ali Al-Asfoor (case No. 07201407880)**

He was arrested on 8 January 2014 during an ambush set up by the police to intercept a delivery of arms and explosives. He was interrogated by the Department of Public Prosecution on 14 January 2014. The interrogation took place in hospital because he had been injured by gunfire while resisting arrest during the police operation.

He was charged with possessing firearms. The Department ordered that his remand in custody pending further investigation and his examination by a forensic physician.

The Department of Public Prosecution also notified the special investigation unit, which is conducting thorough investigations into the circumstances of the defendant's gunshot injuries in order to determine responsibilities.

**10. Ahmed Abdulla Ebrahim (case No. 07201307137)**

The Department of Public Prosecution charged him and others with the procurement and possession of incendiary devices (Molotov cocktails) in order to use them to endanger life and property and with participation in an unauthorized public gathering with a view to committing unlawful acts. He was sent for trial before the High Criminal Court, which sentenced him to 10 years' imprisonment. He appealed against the sentence and his appeal is still being examined before the Court of Appeal. He has also been convicted in other cases.

**11. Salah Abbas Habib**

On 21 April 2012, the body of Salah Abbas Habib, showing signs of shotgun wounds, was found on the roof of a dwelling in the Shakhoura neighbourhood. The special investigation unit promptly initiated inquiries into the incident and a police officer was eventually sent for trial on charges of intentional homicide. The officer was acquitted by the criminal court of first instance. The special investigation unit lodged an appeal against the sentence but the appeal was rejected by the Court of Appeal, which upheld the original sentence.

**12. Jassim Al-Banna, Yusuf Al-Nashmi and Mohamed Ahmed**

Additional personal information is required in order to identify these individuals.



## Annexe II

[Espagnol seulement]

## **Contestación del Estado de Guatemala a la Subdivisión de Procedimientos Especiales de la Oficina del Alto Comisionado de Naciones Unidas para los Derechos Humanos, Ginebra Suiza.**

Asunto: “Comunicación Conjunta de los Procedimientos Especiales enviada por el Presidente-Relator del Grupo de Trabajo sobre las desapariciones forzadas o involuntarias; el Relator Especial sobre la situación de las y los defensores de los derechos humanos; la Relatora Especial sobre la independencia de los magistrados y abogados; el Relator Especial sobre la tortura y otros tratos o penas crueles, inhumanos o degradantes; y el Relator especial sobre la promoción de la verdad, la justicia, la reparación y las garantías de no repetición.”

Llamamiento Urgente: “Alegaciones recibidas en relación a la posible aplicación del Decreto 8-86 y posible aplicación de una amnistía al ex Jefe de Estado José Efraín Ríos Montt por los delitos de genocidio y crímenes de lesa humanidad. (...) también alegaciones sobre la falta de garantías en el proceso de selección de magistrados de la Corte Suprema de Justicia y de las salas de apelaciones, para el período 2014-2019 y las posibles consecuencias que podría conllevar en la lucha contra la impunidad, incluyendo en los casos de violaciones graves cometidas durante el conflicto armado.”

**Miguel de la Lama**  
**Oficial a cargo**  
**Subdivisión de los Procedimientos Especiales**  
**OACDH**

**Clasificación: DIGRIME/DDHH No. 170-000-074-14**

**Ref. P-12-2015/AFAF/hm**  
**Guatemala 09 de Enero de 2015**

### **I. Antecedentes.**

El Gobierno de la República del Ilustrado Estado de Guatemala, fue requerido el 22 de diciembre de 2014, por la Subdivisión de Procedimientos Especiales de la Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos, en la cual se adjunta la comunicación conjunta enviada por los Procedimientos Especiales indicados *ut supra* de conformidad con las resoluciones 27/1, 25/18, 26/7, 25/13, y 27/3 del Consejo de Derechos Humanos, sobre el llamamiento o atención urgente al gobierno guatemalteco “SIC”:

*“Alegaciones recibidas en relación a la posible aplicación del Decreto 8-86 y posible aplicación de una amnistía al ex Jefe de Estado José Efraín Ríos Montt por los delitos de genocidio y crímenes de lesa humanidad. (...) también alegaciones sobre la falta de garantías en el proceso de selección de magistrados de la Corte Suprema de Justicia y de las salas de apelaciones, para el período 2014-2019 y las posibles consecuencias que podría conllevar en la lucha contra la impunidad, incluyendo en los casos de violaciones graves cometidas durante el conflicto armado.”*

El Estado de Guatemala, a través de la Comisión Presidencial Coordinadora de la Política del Ejecutivo en Materia de Derechos Humanos –COPREDEH–, ante el Secretario General de Naciones Unidas, respetuosamente comparece y expone:

## II. Observación estatal sobre el término “conflicto armado” en Guatemala definido por Naciones Unidas.

El Estado de Guatemala, desea que los Procedimientos Especiales del Sistema de Naciones Unidas, y la Oficina del Alto Comisionado para los Derechos Humanos de Naciones Unidas, observen la definición del conflicto presentada en el **Informe del Grupo de Trabajo sobre Desapariciones Forzadas o Involuntarias**:

*“9. El conflicto que marcó el inicio de las desapariciones en Guatemala en 1960 comenzó cuando un pequeño grupo de oficiales del ejército se rebeló contra el gobierno militar, acusándolo de corrupción. La rebelión fue aplastada, y los jóvenes oficiales huyeron a las montañas de Guatemala oriental, donde iniciaron una guerra de guerrillas. Estas guerrillas se convirtieron en poco tiempo en un movimiento marxista cuyo objetivo era derrocar al Gobierno y tomar el poder. Es importante destacar que el conflicto armado guatemalteco no se originó como consecuencia de un conflicto interétnico. Se trata de un conflicto que ocurrió en el marco de la guerra fría<sup>1</sup>.”* (Resaltado propio).

Por lo tanto y de acuerdo con la definición del conflicto antes descrita, es claro que lo que ocurrió en Guatemala durante el enfrentamiento armado interno, no encuadra en la figura tipo de genocidio como delito internacional, por cuanto este es definido como: «cualquiera de los actos perpetrados con la intención de destruir, total o parcialmente, a un grupo nacional, étnico, racial o religioso como tal» estos actos comprenden la «matanza y lesión grave a la integridad física o mental de los miembros del grupo, sometimiento intencional del grupo a condiciones de existencia que hayan de acarrear su destrucción física, total o parcial, medidas destinadas a impedir nacimientos en el seno del grupo, traslado por la fuerza de niños del grupo a otro grupo».

“Se entenderá por “genocidio<sup>2</sup>” cualquiera de los actos mencionados a continuación, perpetrados con la intención de destruir total o parcialmente a un grupo nacional, étnico, racial o religioso como tal:

<sup>1</sup> APLICACIÓN DE LA RESOLUCIÓN 60/251 DE LA ASAMBLEA GENERAL, DE 15 DE MARZO DE 2006, TITULADA “CONSEJO DE DERECHOS HUMANOS” Sobre el Informe del Grupo de Trabajo sobre Desapariciones Forzadas o Involuntarias, en su visita oficial a Guatemala del 19 al 21 de septiembre del 2006. Párrafo 9, Página 6. Distr. GENERAL A/HRC/4/41/Add.1 20 de febrero de 2007 ESPAÑOL Original: INGLES CONSEJO DE DERECHOS HUMANOS Cuarto período de sesiones Tema 2 del programa provisional

<sup>2</sup> Convención para la Prevención y la Sanción del Delito de Genocidio de 1948 y Estatuto de Roma de la Corte Penal Internacional (CPI) de 1998.

- A) **Matanza de miembros del grupo;**
- B) **Lesión grave a la integridad física o mental de los miembros del grupo;**
- C) **Sometimiento intencional del grupo a condiciones de existencia que hayan de acarrear su destrucción física, total o parcial;**
- D) **Medidas destinadas a impedir nacimientos en el seno del grupo;**
- E) **Traslado por la fuerza de niños del grupo a otro grupo.”**

### **III. Respuesta estatal sobre contexto, antecedentes, anulación de una fase del debate y dilación del proceso judicial por los delitos de genocidio y crímenes de lesa humanidad**

El Estado de Guatemala no abordará por respeto a los principios de legalidad, independencia de poderes, independencia judicial y objetividad los elementos fácticos de la acusación, sino las incidencias procesales de la causa penal promovida en contra de los ex generales en situación retiro José Mauricio Rodríguez Sánchez y José Efraín Ríos Montt.

Han sido diversas y numerosas las acciones procesales y constitucionales presentadas por la defensa técnica de los acusados, Ministerio Público y querellantes adhesivos, lo que ha provocado la dilación del proceso judicial, sin dejar de mencionar, la actitud del Tribunal de Sentencia Penal de Mayor Riesgo “A”, cuyos jueces en pleno desconocimiento y negación de los principios fundamentales del debido proceso y derecho de defensa, en transgresión a la máxima “*Iura novit curia*” que concluyó con una sentencia condenatoria el 10 de mayo de 2013 en contra de José Efraín Ríos Montt y absolvió a José Mauricio Rodríguez Sánchez.

Por lo anterior, la Corte de Constitucionalidad en observancia del derecho de defensa y debido proceso, anuló el 19 de mayo de 2013, por vicios de procedimiento, la sentencia condenatoria emitida el 10 de mayo de 2013 por Tribunal Primero A de Mayor Riesgo contra el general retirado José Efraín Ríos Montt, por los delitos genocidio y deberes contra la humanidad. Así como todo lo actuado durante el debate hasta antes del 19 de abril de 2013, momento en el cual ocurrió la violación al derecho de defensa y debido proceso, en contra del acusado Ríos Montt.

El 27 de mayo de 2013, la Sala Primera de la Corte de Apelaciones, en cumplimiento de lo dispuesto por la Corte de Constitucionalidad, ordena al Tribunal de Mayor Riesgo A, que le dé trámite a la recusación interpuesta por la defensa en contra de los juzgadores. El 4 de junio de 2013, esta Sala designó al Tribunal de Sentencia de Mayor Riesgo B, para que continúe conociendo de las diligencias procesales, decidiendo aquél tribunal proseguir el proceso en abril de 2014. Este mismo tribunal posteriormente dio a conocer que podrá reanudar el proceso 5 de enero de 2015.

José Efraín Ríos Montt y José Mauricio Rodríguez Sánchez, presentaron amparo, contra el Juez Primero de Mayor Riesgo “B”, porque el juzgador el 4 de febrero de 2013, emitió auto rechazando medios probatorios ofrecidos por la defensa de los procesados, de esa cuenta la Sala Cuarta de la Corte de Apelaciones del Ramo Penal, Narcoactividad y Delitos Contra el Ambiente, constituido en Tribunal de Amparo, otorgó amparo provisional, y la Corte de Constitucionalidad en expediente 1097-2013, confirmó la protección constitucional interina reclamada, el 3 de abril de 2013.

El 4 de abril de 2013 el Juez de Primera Instancia de Mayor Riesgo “B”, informó a la Corte de Constitucionalidad, que ante los Resuelto por la Sala Primera de la Corte de Apelaciones, carecía de competencia para seguir conociendo, por lo que el 9 de abril de 2013, la Corte de Constitucionalidad, resolvió que el Tribunal de Primera Instancia de Mayor Riesgo “B”, remitiera las actuaciones al funcionario judicial que adquirió competencia para conocer las actuaciones y concluir la etapa intermedia de la causa penal identificada como 0176-2011-00015.

Es importante que los Procedimientos Especiales del Sistema de Naciones Unidas y la Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos, observen la Sentencia de Amparo emitida por la Corte de Constitucionalidad de Guatemala, en los expedientes acumulados de apelaciones de amparo 154-2014, 155-2014, 183-2014 y 239-2014, resolvió: a) Revocó la sentencia del 26 de septiembre de 2013 de la Sala Primera de la Corte de Apelaciones del Ramo Penal, Narcoactividad y Delitos Contra el Ambiente, constituida en Tribunal de Amparo; b) Otorgó con lugar los recursos de apelación interpuestos por la Asociación para la Justicia y Reconciliación, Centro para la Acción Legal en Derechos Humanos y el Ministerio Público; c) Otorga el amparo solicitado por los postulantes, d) Deja en suspenso el auto del 18 de abril del 2013, por el que resolvió los recursos de reposición, instados por la decisión de dejar sin efecto todo lo actuado a partir del 23 de noviembre de 2011, y e) Restaura la situación jurídica de los amparistas. **En ningún momento la Corte de Constitucionalidad indica, que el debate debe continuar el 5 de enero de 2015.**

El Tribunal de Sentencia Penal de Mayor Riesgo “B”, tal y como lo programó, inició el Debate Oral y Público, el 5 de enero de 2015, en ese momento la Defensa Técnica, de los acusados José Mauricio Rodríguez Sánchez y José Efraín Ríos Montt, presentaron un Recurso de Recusación en contra de la Presidenta del Tribunal de Sentencia. Por mayoría de dos votos contra uno, el Tribunal decidió trasladar el expediente a la Sala de Apelaciones de Mayor Riesgo para que determine si separa del debate a la jueza Irma Jeannette Valdés. La defensa duda de la imparcialidad de la juzgadora, quienes a su parecer la Jueza de Sentencia, ya emitió opinión sobre el caso, en un trabajo académico, argumento que fue aceptado por dos de los tres juzgadores.

#### **IV. Respuesta estatal sobre la aplicación de la ley de Amnistía Decreto Ley 8-86**

La invocación de la amnistía contenida en el Decreto Ley Número 8-86, dentro del proceso expediente único 1076-2011-00015, a cargo del Juez Primero de Primera Instancia Penal de Mayor Riesgo “B” se interpuso la excepción de extinción de la persecución penal por amnistía durante la etapa preparatoria e intermedia, el juez contralor declaró sin lugar la excepción.

En la excepción interpuesta, se invocó el motivo contenido en el artículo 32, numeral 2 del Código Procesal Penal –amnistía–, fundándola en el Decreto Ley 8-86, cuyo artículo. 1 confirió amnistía a toda persona sindicada de haber cometido delitos políticos y comunes conexos. El recurso adujo que esa amnistía se decretó sin ninguna excepción, para el período comprendido entre el 23 de marzo de 1982 y el 14 de enero de 1986, y que además tenía la particularidad que se concedía sin necesidad de trámite alguno por quien quisiera beneficiarse de ella; es decir, se concedió por ministerio de la ley, a diferencia de otras amnistías que se habían otorgado con anterioridad o que se dieron posteriormente. En el recurso también se argumentó que la ley no tiene efectos retroactivos, no modifica derechos adquiridos y la condición jurídica constituida bajo una ley anterior se conserva bajo el imperio de una ley posterior.

El juez contralor expresó que la ley aplicable es la LRN, que en 1996 proscribió la amnistía para el caso de genocidio, e hizo referencia a jurisprudencia de la Corte Interamericana de Derechos Humanos. Apelada tal decisión, en el expediente único 1076-2011-00015, la Sala Primera de la Corte de Apelaciones del Ramo Penal, Narcoactividad y Delitos contra el Ambiente, dictó el auto de 15 de junio de 2013, que declaró sin lugar el recurso de apelación interpuesto por José Efraín Ríos Montt y, en consecuencia, confirmó la decisión del juez *a quo*, de desestimar la excepción de extinción de la persecución penal. La Sala consideró que:

*“(...) no le asiste razón legal, toda vez que la resolución emitida por el Juez Primero de Primera Instancia Penal de Mayor Riesgo “B” se encuentra ajustada a derecho, [...] de conformidad con el art. 8 del Decreto número 145-96 del Congreso de la República de Guatemala [Ley de Reconciliación Nacional] (...) y en el presente caso, el proceso que se instruye en contra del procesado JOSÉ EFRAÍN RÍOS MONTT, es por los delitos de Genocidio y Deberes de Humanidad, (...) además el juzgador explica de manera clara las razones por las cuales declaró sin lugar el incidente de extinción de la persecución penal por amnistía. Razón por la cual deviene declarar inadmisibile el recurso de apelación interpuesto.”*

La Defensa de José Efraín Ríos Montt, ante lo resuelto por la Sala, interpuso acción constitucional de amparo ante la Corte Suprema de Justicia el 16 de abril de 2013. La Corte Suprema de Justicia, Cámara de Amparo y Antejuicio, dictó sentencia en la acción constitucional de amparo promovida por José Efraín Ríos Montt, por haber violado su derecho de defensa en la resolución citada. En el recurso se argumentó que se debió aplicar el Decreto 8-86 y no la LRN. Al respecto, la Corte Suprema consideró:

*“La disyuntiva a dirimir en el presente caso, consiste en determinar si la Sala causó agravios al postulante al haber aplicado la Ley de Reconciliación Nacional, Decreto Número 145-96 del Congreso de la República, y no el Decreto Ley 8-86, que fue el que invocó como fundamento para el planteamiento de la excepción de extinción de la persecución penal, aduciendo que ese Decreto Ley confirió amnistía general a toda persona responsable o sindicada de haber cometido delitos políticos y comunes conexos durante el período comprendido del 23 de marzo de 1982 al 14 de enero de 1986 (...). En el auto reclamado, la Sala declaró sin lugar la apelación del ahora postulante, según la siguiente argumentación (...) La propia Sala reconoce que el entonces apelante señaló como agravios el hecho de que el juez a quo no consideró sus argumentos y que goza de amnistía derivada del Decreto Ley 8-86, (...) No obstante lo anterior, la autoridad impugnada no explica las razones por la que dicha disposición no rige en el presente caso, sino que optó por citar únicamente el art. 8 de la posterior Ley de Reconciliación Nacional (...), el cual establece exclusiones a la extinción de la responsabilidad penal. El art. 11 bis del Código Procesal Penal obliga a que los autos contengan una clara y precisa fundamentación de la decisión constituyendo su ausencia un defecto absoluto de forma. Tal fundamentación deberá expresar los motivos de hecho y derecho en que la decisión se basare y, si fuere el caso, el valor asignado a los medios de prueba (en este caso, claro, se trata de un punto de derecho). Finalmente, dicho artículo resalta que toda resolución judicial carente de fundamentación viola el derecho de defensa y de la acción penal. Luego, la cuestión jurídica sometida a la autoridad impugnada fue eludida, lo cual es violatorio del derecho de defensa y debido proceso del postulante. Por tanto, para reparar el agravio derivado de la falta de fundamentación, la Sala debe indicar con precisión por qué al postulante no le es aplicable el Decreto Ley anteriormente mencionado y, si así lo estimare, por qué la normativa aplicable sería la de la Ley de Reconciliación Nacional, teniendo presente los principios jurídicos que inspiran el Derecho Penal y regulan la aplicación de las leyes en el tiempo, tales como la irretroactividad, ultractividad y extractividad (sic) de la ley penal. Naturalmente, también tendrá en consideración los tratados internacionales ratificados por el Estado de Guatemala. En cualesquiera de los casos, la Sala deberá analizar la naturaleza jurídica de los delitos imputados y el alcance de las amnistías decretadas.”*

Por lo tanto, la Corte Suprema de Justicia, a través de la Cámara de Amparos y Antejuicio, constituido en Tribunal de Amparo otorgó el amparo solicitado, y dejó en suspenso el acto reclamado -auto del 15 de junio de 2012-, dictado por la Sala Primera de la Corte de Apelaciones del Ramo Penal, Narcoactividad y Delitos contra el Ambiente.

La honorable Corte de Constitucionalidad de Guatemala el 22 de octubre de 2013, en los expedientes acumulados 1523-2013 y 1543-2013, resolvió la apelación interpuesta en contra de la sentencia del 16 de abril de 2013 emitida por la Corte Suprema de Justicia, Cámara de Amparo y Antejuicio, en la acción constitucional de amparo promovida por José Efraín Ríos Montt contra la Sala Primera de la Corte de Apelaciones del ramo Penal, Narcoactividad y Delitos contra el Ambiente.

La apelación fue planteada por la Asociación para la Justicia y Reconciliación –AJR-, como tercera interesada –querellante adhesiva-, así como por el Ministerio Público, por medio de la Fiscalía de Asuntos Constitucionales, Amparos y Exhibición personal. La AJR, indicó que: el Decreto Ley 8-86 no está vigente, ya que la Ley de Reconciliación Nacional dispuso expresamente su derogatoria, de ahí que sea notoria la imposibilidad de aplicar la norma invocada por el amparista. El Ministerio Público y el Querellante Adhesivo como partes apelantes indicaron que **el Decreto Ley 8-86 no está vigente.**

José Efraín Ríos Montt, como accionante del amparo, por medio de su abogado defensor Francisco José Palomo Tejeda argumentó en los alegatos de la vista:

*“(...) la ley no tiene efectos retroactivos, no modifica derechos adquiridos y la posición jurídica constituida bajo una ley anterior se conserva bajo el imperio de una ley posterior; sobre estos principios es que se versa el presente amparo, que fue otorgado por la Corte Suprema de Justicia, Cámara de Amparo y Antejuicio, y cuya sentencia fue apelada por el Ministerio Público y por los querellantes adhesivos. (...) indicó que promovió excepción de extinción de la persecución penal como obstáculo, invocando el motivo contenido en el artículo 32, numeral 2) del Código Procesal Penal-ampnistía-, planteamiento que tiene como base el Decreto Ley 8-86, en cuyo artículo 1º. confirió amnistía a toda persona sindicada de haber cometido delitos políticos y comunes conexos con éstos, sin ninguna excepción, durante el periodo comprendido entre el veintitrés de marzo de mil novecientos ochenta y dos al catorce de enero de mil novecientos ochenta y seis, la cual tenía la particularidad que se concedía sin necesidad de trámite alguno porque quien quisiera beneficiarse de ella, es decir, se concedió por ministerio de la ley, a diferencia de otras amnistías que se habían otorgado con anterioridad o que se fueron dando con posterioridad, en las cuales se requería algún trámite –administrativo o judicial- de la persona que quería beneficiarse de ésta; los hechos por los que se confirió la amnistía fueron por los sucesos acaecidos en el conflicto armado interno y no otros. (...) La norma en la que basó su petición fue reconocida por la Constitución Política de la República de Guatemala, vía del artículo 16 transitorio, que claramente indica que se reconoce la validez de todos los decretos emitidos durante el gobierno militar, entre los cuales se encuentra el Decreto Ley 8-86, el cual nunca fue impugnado de inconstitucionalidad. Con la firma de la Paz, se emitió la Ley de Reconciliación Nacional, en la que se otorgó una nueva amnistía, en otras condiciones, con otros requisitos, y con un listado, numerosos clausus de los delitos por los que se podría beneficiar el requiriente; sin embargo, el espíritu de esta última amnistía naturalmente, era otorgarla a los hechos acaecidos en los últimos diez años del conflicto, es decir, entre mil novecientos ochenta y seis y mil novecientos noventa y seis, cuando se firmó la paz; es esa última la que contiene excepciones de delitos para otorgarse la amnistía por el Juez Contralor al resolver la excepción planteada, la declaró sin lugar, afirmando que la única ley aplicable era la Ley de Reconciliación Nacional por estar vigente y que no se podía entrar a considerar el Decreto 8-86, por lo que se apeló esa resolución y la autoridad impugnada la confirmó, señalando que no podía invocarse al referido decreto por estar derogado, lo que resulta agravante, ya que se ignoró la que fundaba su petición, es decir, se omitió aplicar los principios mencionados, puesto que pretenden aplicar el Decreto 145-96 del Congreso de la República, en forma retroactiva y sin tomar en cuenta la posición jurídica de amnistiado que le*



otorgó el Decreto Ley 8-86, el cual conserva el amparo de aquel. Adicionó que la discusión del proceso, antecedente del amparo, se argumentado por el ente acusador que los Tratados sobre Derechos Humanos tienen prevalencia sobre el derecho interno, y que se trata de un caso de *ius cogens* y que, por lo tanto, no es aplicable amnistía alguna; sin embargo, si bien los tratados de derechos humanos prevalecen sobre el derecho interno, éstos no prevalecen sobre la Constitución Política de la República de Guatemala, que es el cuerpo legal que claramente establece que la ley no tiene efectos retroactivos, motivo por el que existe agravio en su contra al pretender aplicar, con la resolución que constituye el acto reclamado, exclusiones de amnistía de una ley posterior a la época en la que había quedado amnistiado, por ello el Tribunal de Amparo de primer grado, otorgó la protección constitucional, puesto que la Sala eludió resolver sobre el punto jurídico sometido a su conocimiento. Es importante señalar que la sentencia impugnada ordenó dictar nueva resolución tomando en cuenta los principios jurídicos que inspiran el derecho penal que regulan la aplicación de las leyes en el tiempo y que analizara también la irretroactividad, la ultractividad y extractividad de la ley penal; es decir, que será la autoridad impugnada cuando dicte esa nueva resolución, en la que entren a resolver el fondo del asunto, lo que debe hacer la jurisdicción ordinaria y no mediante el presente amparo(...).<sup>3</sup>

### **La Corte de Constitucionalidad en la parte considerativa razonó:**

*“(...) Para que una resolución judicial produzca efectos jurídicos debe ser clara, precisa, concreta y fundamentada, de modo tal que de su sola lectura pueda establecerse la decisión asumida por el órgano jurisdiccional que la emite, acorde a las peticiones formuladas y las constancias procesales.” “El Tribunal que conoce de alzada, bien en la jurisdicción ordinaria, o los que pudieran ser instados en la jurisdicción constitucional, son los principales obligados a tener conocimiento de las razones que fundamente las decisiones que hayan sido emitidas para determinar la condición jurídica de los sujetos sometidos a su poder.”<sup>4</sup>*

*“(...) Se argumentó que se omitió hacer un análisis respecto de los derechos adquiridos y la posición jurídica de amnistiado que le corresponde por ministerio de la ley y por el contrario se resolvió la cuestión sometida a su conocimiento, confundiendo las instituciones de prescripción y amnistía e invocando jurisprudencia de la Corte Interamericana de Derechos Humanos que no es aplicable, (...)”<sup>5</sup>*

*“(...) Una de las funciones esenciales radica en la obligación que, sin excepción, sus fallos sean claros y motivados. La obligatoriedad e intangibilidad de las decisiones judiciales proviene de la potestad que les confiere la Constitución Política de la República de Guatemala, específicamente en el artículo 203, para resolver los casos concretos –juzgar-, con base en la aplicación de los preceptos, principios y valores plasmados en el propio texto fundamental, tratados internacionales y en las demás leyes, y de ninguna manera emanan de la simple voluntad o de la imposición que pretenda hacer el juez de una determinada conducta o abstención forzosa para el sujeto pasivo del fallo. Es decir que toda resolución debe estar razonablemente fundada en el ordenamiento jurídico, mediante la aplicación de las reglas a las circunstancias de hecho sobre las cuales haya recaído la controversia jurídica, surgida en el curso del proceso y la evaluación que el propio juez, al impartir justicia, ya percibido de los razonamientos esgrimidos por los sujetos, los elementos de convicción y de la autonomía funcional que los preceptos fundamentales les garantiza. (...).”<sup>6</sup>*

<sup>3</sup> Ver Págs. 6, 7 y 8.

<sup>4</sup> Ibidem. Considerando Primero. Pág. 10.

<sup>5</sup> Ibidem. Considerando Segundo. Págs. 10 y 11

<sup>6</sup> Ibidem. Considerando Tercero, Págs. 12 y 13.

*“(…), esta Corte establece que la autoridad impugnada, al emitir el acto reclamado, conculcó los derechos del postulante, pues de la simple lectura del acto reclamado se denota que las conclusiones a las que arribó la autoridad impugnada, carecen de una motivación fáctica y jurídica, pues se limitó a transcribir el artículo 8 de la Ley de Reconciliación Nacional y a indicar que al procesado se le instruye proceso por los delitos de Genocidio y Delitos contra los deberes de la humanidad, cuando los sometido a su conocimiento es la aplicación de una norma-Decreto Ley 8-86- que, a juicio del sindicado, le confirió ciertos derechos con lo que extingue la persecución penal, por lo que al tenor de las reglas para resolver los conflictos de leyes en el tiempo, aduce, que, a pesar de estar derogada aquella, los derechos conferidos se mantienen y que la amnistía otorgada fue por todos los delitos cometidos en el periodo de tiempo establecido en la norma, aspectos sobre los que no se pronunció. De ahí que la obligación de la autoridad impugnada era analizar cada uno de los argumentos sobre los cuales se apoyo el recurso de apelación, encaminado a evidenciar la aplicabilidad del Decreto Ley citado al tenor de las reglas para resolver los conflictos de ley en el tiempo y su relación con los delitos políticos y comunes conexos a estos, en función de los delitos por los que el amparista se le instruye proceso penal; por lo que al no razonar fundamentadamente la decisión para desestimar el recurso interpuesto, tal como lo establece el artículo 409 del Código Procesal Penal, en cuanto a que establece que el tribunal de alzada al conocer en apelación asume la jurisdicción del inferior al revisar lo resuelto, teniendo la facultad de confirmar, revocar, reformar o adicionar la decisión de su a quo, dentro de los límites que señala la norma ibídem, provocó las violaciones denunciadas. (....)”<sup>7</sup>*

*“(…), se concluye que la Sala impugnada, al no cumplir con su obligación de fundamentar las resoluciones judiciales en la forma establecida en el artículo 11 Bis de la ley procesal penal, varió las formas del proceso en contravención del principio de imperatividad contemplado en el artículo 3 de la ley ibídem y, por ende ocasionó la vulneración a los derechos de defensa y al debido proceso constitucionalmente garantizados. De ahí que es procedente declarar sin lugar los recursos de apelación interpuestos y, y como consecuencia, confirmar la sentencia impugnada (...)”<sup>8</sup>*

Por orden de la Corte de Constitucionalidad, la judicatura (la Sala) debe emitir un nuevo fallo en que explique por qué Ríos Montt podría ser beneficiado con el perdón judicial que otorgó el decreto 8-86. Por lo tanto se está a la espera de la resolución de la Sala Primera de la Corte de Apelaciones del Ramo Penal, Narcoactividad y Delitos contra el Ambiente.

## V. Respuesta estatal sobre la alegada falta de independencia judicial

Guatemala es un Estado libre, independiente y soberano, organizado para garantizar a sus habitantes el goce de sus derechos y sus libertades. Su sistema de Gobierno es republicano, democrático y representativo<sup>9</sup>; uno de los principios fundamentales del Estado es la independencia de los órganos que administran justicia, por ello a través de la Constitución Política de la República se establece que las Comisiones de Postulación tendrán a su cargo la evaluación de los aspirantes a integrar la Corte Suprema de Justicia y la Corte de Apelaciones a efecto de proponer a personas idóneas y capaces para dirigir dichos órganos.

A partir de la vigencia de la Constitución Política de la República de Guatemala promulgada el 31 de mayo de 1985, inicia el funcionamiento de las Comisiones de Postulación para participar en la elaboración de nóminas de candidatos a magistrados y magistradas de la Cortes Suprema de Justicia y las Cortes de Apelaciones dentro de las cuales serían electos por el Congreso de la

<sup>7</sup> Ibidem. Considerando Cuarto, Págs. 20 y 21.

<sup>8</sup> Ibid. Pág. 21.

<sup>9</sup> Constitución Política de la República de Guatemala. Artículo 140



República. A lo largo de más de veinte años de la vigencia de la Constitución, las referidas comisiones no contaban con una ley específica que regulara su actuación.

La Constitución Política de la República, regula en el artículo 209 que el nombramiento de jueces, secretarios y personal auxiliar serán nombrados por la Corte Suprema de Justicia, con lo que se indicó la importancia de establecer la carrera judicial a través de una ley específica. Por ello, el 10 de diciembre de 1999, se aprobó el Decreto 41-99 del Congreso de la República, Ley de la Carrera Judicial, la cual estableció dentro de sus considerandos: “Que una de las grandes debilidades estructurales del Estado Guatemalteco reside en el Sistema de Administración de Justicia, que es uno de los servicios públicos esenciales”.

El objetivo de la Ley de la Carrera Judicial, es establecer los principios, normas y procedimientos, así como crear los órganos necesarios para la administración y operación de la carrera judicial. La Carrera Judicial establece el Sistema que regula el ingreso, permanencia, promoción, ascenso, capacitación, disciplina y otras actividades de los jueces y magistrados, cualquiera que sea su categoría o grado, con el fin de garantizar su dignidad, independencia y excelencia profesional en el ejercicio de su función jurisdiccional.

El tres de febrero del dos mil cinco se aprobó el Decreto 16-2005 del Congreso de la República, Ley de Garantía a la Imparcialidad de Comisiones de Postulación, el que se estableció la prohibición a los funcionarios que ocupen cargos públicos, de contratar a los miembros que conformaron la Comisión que los postuló, sus cónyuges o parientes dentro de los grados de ley.

La incorporación de las Comisiones de Postulación dentro del ordenamiento jurídico tiene como objetivo fundamental, eliminar la arbitrariedad y subjetividad en la elección de los funcionarios que integraran o dirigirán dichos órganos jurisdiccionales y otros órganos del Estado. Este objetivo se ve reflejado en la aprobación del Decreto número 19-2009 del Congreso de la República, Ley de Comisiones de Postulación, la cual finalmente fue aprobada después de una ardua lucha de la sociedad civil que demandó de sus representantes ante el Congreso de la República la regulación de las actividades de las Comisiones de Postulación.

En la Ley de Comisiones de Postulación, en los considerandos establece que la Constitución Política de la República institucionalizó las Comisiones de Postulación a efecto de limitar la discrecionalidad de los Organismos del Estado en cuanto al nombramiento subjetivo e idóneo de determinadas autoridades públicas que ejercen acciones esenciales dentro de las actividades estatal y de relevancia para la consolidación del régimen de legalidad, el fortalecimiento del Estado de Derecho y la Democracia participativa y representativa. Considerando que las Comisiones de Postulación deben garantizar la designación de autoridades públicas idóneas, con la suficiente experiencia para cumplir los mandatos constitucionales, mediante procesos públicos y objetivos, con eficiencia, eficacia, probidad, representatividad y que tengan como base mecanismos y herramientas efectivas para su designación, como lo establece el artículo 12 de la Ley de Comisiones de Postulación.

El Estado de Guatemala, ha cumplido con lo que establece la Constitución Política de la República en los artículos 215 y 217 en cuanto al procedimiento de la elección de los magistrados y magistradas de la Corte Suprema de Justicia y de la Corte de Apelaciones y lo que regula el artículo 12 de la Ley de Comisiones de Postulación en cuanto a las obligaciones establecidas de las Comisiones de Postulación a elaborar una tabla para ponderar los aspectos éticos, académicos y méritos profesionales de los aspirantes a integrar o dirigir dichos órganos.

Mediante la Resolución emitida por la Corte de Constitucionalidad sobre el Expediente 2143-2014, se plantea la acción de inconstitucionalidad de ley de carácter general, parcial, planteada por el abogado Alfonso Carrillo Marroquín, contra el artículo 12<sup>10</sup> del Decreto número 19-2009 del Congreso de la República, Ley de Comisiones de Postulación.

<sup>10</sup> Ley de Comisiones de Postulación. Artículo 12. Aprobación del perfil de aspirantes. Las Comisiones de Postulación elaborarán el perfil de los profesionales, a que deberán aspirar, quienes se incluyan dentro de la nómina respectiva, con el objeto de elevar la calidad ética, académica, profesional y de

Referente a la existencia de tablas de gradación para calificar a los candidatos a magistrados y magistradas de la Corte Suprema de Justicia y de las Cortes de Apelaciones, la Corte de Constitucionalidad de Guatemala estableció en la referida sentencia de acción de inconstitucionalidad, que la misma genera desigualdad, ya que la tabla debe de aplicarse de igual manera a quienes participen en un evento electoral y que por el contrario, sería la ausencia de dicha tabla la que podría provocar que situaciones iguales fueran calificadas de distinta manera.

La Corte de Constitucionalidad realizó un estudio correspondiente, tomando en consideración los estándares internacionales tanto del Sistema de Naciones Unidas como del Sistema Interamericano para la elección y nombramiento de magistrados y jueces, por lo que concluyo que no existe contradicción entre el artículo 12 de la Ley de Comisiones de Postulación y los artículos 2º, 4º. y 113 de la Constitución Política de la República, estableciendo que: *“con relación a la lesión del derecho de igualdad denunciada, esta Corte considera que las apreciaciones formuladas imposibilitan a determinar la concurrencia de lesión al derecho de igualdad, toda vez que éste lo fundamenta en la exigencia de requisitos que no encuentran respaldo en el artículo 113 constitucional, lo que en todo caso podría ocasionar una lesión de esa norma, lo que no ocurre, según las consideraciones antes puntualizadas. Pero la existencia de un perfil para los aspirantes a un cargo público, y una tabla de gradación para calificar a los candidatos, que participaran para ser postulados a cargos públicos, no evidencia desigualdad”*.

La Asamblea Nacional Constituyente al crear las Comisiones de Postulación, buscaba limitar la discrecionalidad y consideraciones subjetivas e interesadas en los nombramientos, buscando idoneidad y capacidad para el nombramiento o elecciones de determinadas autoridades públicas que ejercen funciones estatales. Las Comisiones de Postulación analizan la integridad, idoneidad, formación y calificaciones jurídicas, garantizando que los aspirantes tengan idoneidad e igualdad de oportunidades para acceder a dichos cargos.

El procedimiento legal establecido para la elección de magistrados y magistradas de la Corte Suprema de Justicia y de la Corte de Apelaciones está regulado en la Constitución Política de la

---

proyección humana de los funcionarios públicos electos mediante este procedimiento. Para tal efecto tomarán en consideración los aspectos siguientes:

- a. **Ético:** Comprende lo relacionado con la moral, honorabilidad, rectitud, independencia e imparcialidad comprobadas, para lo cual se deberá presentar:
  1. Constancia de ser colegiado activo;
  2. Constancia o certificación donde consten los años de ejercicio profesional o constancia de haber desempeñado un período completo como Magistrado de la Corte de Apelaciones o Juez de Primera Instancia, en el caso de los aspirantes a Magistrados de la Corte Suprema de Justicia o de Magistrados de la Corte de Apelaciones;
  3. Presentar constancia de antecedentes policíacos;
  4. Presentar constancia de antecedentes penales;
  5. Presentar constancia de no haber sido sancionado por el tribunal de honor del colegio respectivo; y,
  6. Declaración jurada donde conste que el candidato está en el pleno ejercicio de sus derechos civiles y políticos y que no ha sido inhabilitado para ejercer cargos públicos.
- b. **Académico:** Comprende lo relacionado con la docencia universitaria, títulos académicos, estudios, ensayos, publicaciones, participación en eventos académicos y méritos obtenidos.
- c. **Profesional:** Comprende todo lo relativo con la experiencia profesional del aspirante, quien tiene que cumplir con los requisitos establecidos en la Constitución Política de la República de Guatemala o leyes aplicables, según el cargo al cual opte.
- d. **Proyección humana:** Comprende aspectos relacionados con la vocación de servicio y liderazgo. Una vez, la Comisión de Postulación debe aprobar una tabla de gradación de calificaciones de los aspirantes, de uno (1) a cien (100) puntos, con el objeto de cuantificar numéricamente en una sola tabla, los siguientes cuatro aspectos:
  - a. Los méritos éticos;
  - b. Los méritos académicos;
  - c. Los méritos profesionales; y,
  - d. Los méritos de proyección humana.

República en los artículos 215 y 217, son elegidos por el Congreso de la República para un período de cinco años, de una nómina de candidatos<sup>11</sup> propuestos por una comisión de postulación integrada por un representante de los Rectores de las universidades del país, que la preside, los Decanos de las Facultades de Derecho o Ciencias Jurídicas y Sociales de cada universidad del país, un número equivalente de representantes electos por la Asamblea General del Colegio de Abogados y Notarios de Guatemala y por igual número de representantes electos por los magistrados titulares de la Corte de Apelaciones y Tribunales Colegiados.

La Ley de Comisiones de Postulación tiene como marco legal de referencia la Constitución Política de la República, la Ley de la Carrera del Organismo Judicial, la Ley de Garantía e Imparcialidad de Comisiones de Postulación y ciertos acuerdos gubernativos. Todo ello, en consonancia con la Ley de Acceso a la Información. La armonía de este cuerpo jurídico, requiere del apoyo de la sociedad y de las personas vinculadas con el tema, ya que se precisa de buena voluntad para que se resuelvan las dudas que se generen en torno a la aplicación de este marco legal, y de esta forma cumplir con los aspectos que establece la ley, tales como el acceso a las audiencias públicas, criterios de postulación, publicidad, entre otros.

En relación a los principios básicos de las Naciones Unidas relativos a la independencia de la judicatura establece que las personas seleccionadas para ocupar cargos judiciales serán personas íntegras e idóneas y tendrán la formación o las calificaciones jurídicas apropiadas. Todo método utilizado para la selección de personal judicial garantizará que éste no sea nombrado por motivos indebidos, en la selección de los jueces, no se hará discriminación alguna por motivo de raza, color, sexo, religión, opinión política o de otra índole, origen nacional o social, posición económica, nacimiento o condición; el requisito de que los postulantes a cargos judiciales sean nacionales del país de que se trate no se considerará discriminatorio.<sup>12</sup>

Para garantizar la idoneidad de los candidatos, la Ley de Comisiones de Postulación establece que se analicen los requisitos mínimos que se deben de cumplir para poder ocupar un cargo público, posteriormente las Comisiones de Postulación verifican y gradan el cumplimiento de varios aspectos, como se desarrollan en las siguientes etapas del proceso:

## **I. Primera etapa:**

Para la elección de magistrados y magistradas a la Corte Suprema de Justicia y Cortes de Apelación, las instancias representadas en las Comisiones de Postulación son: rectores de las universidades del país, decanos de las facultades de Derecho o Ciencias Jurídicas y Sociales, Asociación de Magistrados de la Corte Suprema de Justicia e Instituto de Magistrados de las Salas de Apelaciones, y Colegio de Abogados y Notarios de Guatemala.

En el caso del Colegio de Abogados y Notarios de Guatemala, que es el colegio profesional que participa en la elección de Magistrados a Corte Suprema de Justicia y Cortes de Apelación, la propia Ley de Comisiones de Postulaciones, establece los siguientes requisitos: ser guatemalteco, ser colegiado activo, tener por lo menos cinco años de ejercicio profesional, estar en el pleno ejercicio de sus derechos civiles y políticos, no estar inhabilitado para ejercer cargos públicos, presentar constancia de no haber sido sancionado por el colegio profesional respectivo, presentar constancia de antecedentes policíacos, y presentar constancia de antecedentes penales.<sup>13</sup>

<sup>11</sup> Constitución Política de la República, artículo 215 veintiséis candidatos en el caso de la elección de magistrados de la Corte Suprema de Justicia, y artículo 217, y el doble del número de candidatos a elegir, atendiendo al número de salas creadas, en el caso de los magistrados de la Corte de Apelaciones.

<sup>12</sup> Principios básicos de las Naciones Unidas relativos a la independencia de la judicatura, Principio 10.

<sup>13</sup> Ley de Comisiones de Postulación, artículo 4

En la misma ley se determina también que los colegios responsables de elegir a sus representantes para la conformación de las Comisiones de Postulación, deberán convocar a la elección de estos dentro del plazo de diez días después de la convocatoria hecha por el Congreso de la República y que las elecciones de los representantes del Colegio de Abogados y Notarios de Guatemala, así como la de los representantes de los Magistrados de las Salas de la Corte de Apelaciones que formarán parte de la Comisión de Postulación que nominará a los candidatos para los Magistrados de la Corte Suprema de Justicia, se regirán por el método de representación proporcional de minorías.

La elección de los integrantes de las Comisiones de Postulación se inicia con la convocatoria que hace el Congreso de la República, y concluye con la elección de los representantes de cada instancia; en el caso de los rectores se hace por sorteo; en el caso de los decanos no hay proceso de elección porque todas las universidades con facultades de Derecho o Ciencias Jurídicas y Sociales tienen un lugar en las comisiones; en el caso del Colegio de Abogados y Notarios, y de los representantes de Magistrados de la Corte Suprema de Justicia y de las Cortes de Apelación, se concreta a través de procesos de elección.

En el artículo 215 de la Constitución Política de la República de Guatemala, establece que la elección de los magistrados y magistradas a la Corte Suprema de Justicia se hará a través de una Comisión de Postulación conformada por “un representante de los rectores de las universidades del país, que la preside, los decanos de las facultades de Derecho o Ciencias Jurídicas y Sociales de cada universidad del país, un número equivalente de representantes electos por la Asamblea General del Colegio de Abogados y Notarios de Guatemala y por igual número de representantes electos por los magistrados titulares de la Corte de Apelaciones y demás tribunales”. En el mismo artículo se define que el Congreso de la República hará la elección en base a una nómina de veintiséis (26) candidatos propuestos por la comisión de postulación”

Por su parte, el artículo 217 de la Constitución Política de la República de Guatemala, establece que la elección de los magistrados y magistradas de Cortes de Apelaciones son electos por el Congreso de la República entre quienes conforman una nómina que contenga el doble del número a elegir propuesta por una comisión de postulación integrada por un representante de los rectores de las Universidades del país, quien la preside, los decanos de las facultades de Derecho o Ciencias Jurídicas y Sociales de cada Universidad del país, un número equivalente de miembros electos por la Asamblea General del Colegio de Abogados y Notarios de Guatemala y por igual número de representantes electos por los magistrados de la Corte Suprema de Justicia.

## II. Segunda etapa:

Instaladas las Comisiones de Postulación para iniciar el proceso de elección de magistrados y magistradas a la Corte Suprema de Justicia y a las Cortes de Apelación, se definen aspectos relevantes en cuanto al funcionamiento y actividades de las Comisiones<sup>14</sup>. En la primera sesión cada comisión deberá designar, de entre sus integrantes, a un secretario titular y un suplente, cuya función será el control de los expedientes y la ejecución de las resoluciones adoptadas por las Comisiones, y será a través de la secretaría que el Presidente de la Comisión convocará a sesión con por lo menos dos días de anticipación (salvo lo que en sesión disponga la Comisión).

Es importante mencionar también lo siguiente:

- Para la celebración de las sesiones se requiere de la presencia de dos terceras partes de los miembros que integran la Comisión,
- No se aceptarán representaciones,
- Para la toma de decisiones se necesita el voto favorable de dos terceras partes,

<sup>14</sup> Ley de Comisiones de Postulación. Decreto 19-2009 del Congreso de la República. Artículos 6, 7, 8, 9, 12, 14, 17, 22, 23 y 24.

- En las actas de cada reunión se recogerá de “forma íntegra las votaciones”,
- Las sesiones deberán quedar registradas en audio y video,
- El Presidente de la Comisión deberá garantizar el resguardo de la información
- Las reuniones de las Comisiones serán públicas, pero el Presidente de la Comisión podrá ordenar la salida de quienes no respeten lo establecido en la propia ley (permanecer respetuosamente y en silencio, no ingresar armas, no adoptar comportamientos intimidatorios, provocativos o contrarios al decoro, no producir disturbios o manifestar de cualquier modo opiniones o sentimientos).

**a) Procedimientos preparatorios y selección inicial de aspirantes:**

Instaladas las Comisiones de Postulación sus integrantes deberán elaborar el perfil de los profesionales que aspiren a formar parte de las nóminas de candidatos que serán enviadas en el mes de septiembre al Congreso de la República (una nómina con veintiséis (26) candidatos para Corte Suprema de Justicia y una nómina de candidatos para las Cortes de Apelación).

Para elaborar el perfil deberán tomar en consideración aspectos como la ética, la preparación académica y profesional, y aspectos relacionados con la vocación de servicio y liderazgo.

Ético: Comprende lo relacionado con la moral, la honorabilidad, la rectitud, la independencia y la imparcialidad comprobadas de los candidatos para lo que deben ser presentados los siguientes documentos:

- Constancia de ser colegiado activo;
- Constancia o certificación donde demuestre los años de ejercicio profesional o constancia de haber desempeñado un período completo como Magistrado de la Corte de Apelaciones o Juez de Primera Instancia en el caso de los aspirantes a Magistrados de la Corte Suprema de Justicia o de Magistrados de la Corte de Apelaciones;
- Constancia de antecedentes policíacos;
- Constancia de antecedentes penales;
- Constancia de no haber sido sancionado por el Tribunal de Honor del colegio profesional respectivo; y
- Declaración jurada donde se establezca que el candidato está en el ejercicio de sus derechos civiles y políticos, y que no ha sido impedido para ejercer cargos públicos

Académico: Se refiere a la enseñanza universitaria, los títulos académicos, los estudios, los ensayos, las publicaciones, la participación en eventos académicos y los méritos obtenidos.

Profesional: Todo lo relativo a la experiencia profesional del aspirante, quien tiene que cumplir los requisitos establecidos en la Constitución Política de la República de Guatemala o leyes aplicables, según el cargo al cual opte.

Proyección humana: Son aspectos relacionados con la vocación de servicio y el liderazgo.

Tomando en consideración los cuatro aspectos señalados, las Comisiones de Postulación elaboran una tabla “de gradación” a través de la cual calificarán los méritos éticos, académicos, profesionales, y de proyección humana.

Las Comisiones de Postulación publicarán en el Diario Oficial y en dos de los medios impresos de mayor circulación, la información más relevante en torno al proceso de elección, con el fin de que todos los aspirantes entreguen los documentos necesarios para poder participar. Se elaborará y entregará a los aspirantes un formulario que contendrá la lista de los documentos que deben presentarse.

**b) Verificación de antecedentes, entrevistas y auditoría social**

Los miembros de las comisiones deben ser convocados para conocer la lista de los participantes, y verificarán que todos los aspirantes hayan cumplido con los requisitos. Está regulado en la Ley de Comisiones de Postulación que si un aspirante no cumple con alguno de los aspectos, no podrá participar en la elección, y que no pueden ser seleccionados la o el cónyuge y quienes tengan relación de parentesco por afinidad o consanguinidad, según los grados de ley, con cualquiera de los integrantes de la Comisión de Postulación.

En esta fase del proceso se elaborará una nueva lista con los participantes que sí cumplieron con los requisitos. Las Comisiones de Postulación darán a conocer los nombres de los participantes que sí reunieron todos los requisitos solicitados y lo publicarán en el Diario Oficial y en dos medios impresos de mayor circulación para que cualquier persona que conozca sobre algún impedimento lo haga saber, por escrito, a la Comisión.

**c) Evaluación de expedientes, integración de nóminas y selección final**

La Comisión dará una calificación a cada aspirante y luego la Comisión votará sobre cada participante empezando por aquellos que hayan tenido una mayor puntuación.

Se elabora la nómina según la votación de la Comisión, y se envía al Congreso de la República la nómina con veintiséis (26) aspirantes en el caso de la Corte Suprema de Justicia y la nómina de doscientos cincuenta y dos (252) candidatos en el caso de las Cortes de Apelación, para la elección de 126 Magistrados Titulares y 84 Suplentes.

Las Comisiones de Postulación se desintegrarán hasta que tomen posesión los funcionarios, en este caso los Magistrados a la Corte Suprema de Justicia y a las Cortes de Apelaciones, a “efecto de resolver probables impugnaciones legales”.

**III. Tercera etapa:**

En esta fase del proceso de elección de Magistrados a la Corte Suprema de Justicia y a las Cortes de Apelación, se concluye con la publicación de las nóminas de candidatos por parte de las Comisiones de Postulación. Una vez terminada la fase de elaboración de nóminas, estas son remitidas al Congreso de la República, y de acuerdo al artículo 24 de la Ley de Comisiones de Postulación, con las nóminas se envían los expedientes y toda la documentación que corresponda.

La Ley de Comisiones de Postulación (Decreto 19-2009) que entró en vigencia el 4 de junio de 2009, es el resultado de un proceso que se inició en el 2005 con la elaboración de una propuesta presentada en enero de 2009. En febrero de este mismo año, la Diputada Nineth Montenegro presentó ante el pleno del Congreso de la República la iniciativa de ley 3997 que en su exposición de motivos plantea la necesidad de “regular el funcionamiento, la integración, los criterios de selección, convocatorias, verificación de datos antecedentes, forma de evaluación e integración final de nóminas” porque de lo contrario “todo queda sujeto a una absoluta discrecionalidad de las comisiones, lo que provoca poca certeza de actuación, pues, en cada oportunidad, las comisiones procederán en forma diferente y con criterios variados”.

De acuerdo al principio de Objetividad, establecido en la Ley de Comisiones de Postulación, todos los procesos de selección de los candidatos las Comisiones de Postulación observarán criterios, requisitos y condiciones concretas y tangibles en los factores de ponderación establecidos, eliminado criterios, requisitos y condiciones subjetivas y discrecionales.<sup>15</sup>

Las Comisiones de Postulación, desarrollan sus actuaciones dentro del proceso con informar a la población de forma actualizada y veraz, de acuerdo al principio de publicidad el cual establece:

<sup>15</sup> Ley de Comisiones de Postulación. Artículo 2, inciso c.



“Todos los actos que realicen las Comisiones de Postulación son públicos; en dichos actos podrán participar como observadores los interesados y público en general”. Por ello, el 23 de septiembre de 2014 en el Diario de Centro América, -Diario Oficial- la Comisión de Postulación público la nómina de candidatos seleccionados a la Corte Suprema de Justicia y las Cortes de Apelaciones y presentados al Congreso de la República, de conformidad con lo establecido en la Constitución Política de República y la Ley de Comisiones de Postulación.<sup>16</sup>

El 25 de septiembre, el Congreso de la República eligió a los 13 magistrados que integrarían la nueva Corte Suprema de Justicia, la lista fue publicada en el Diario de Centro América -Diario Oficial-, el 9 de octubre de 2014 a través del Acuerdo número 20-2014 del Congreso de la República.

Un amparo provisional otorgado por la Corte de Constitucionalidad ha retrasado la toma de posesión de los magistrados y magistradas que fueron electos y está pendiente de resolver si las denuncias tienen fundamentos. Le corresponde a la Corte ordenar, si declara con lugar las impugnaciones, o la repetición de la elección por el Congreso de la República sobre la base de los candidatos seleccionados por las Comisiones de Postulación, o si deja sin efecto esta selección debiéndose repetir el proceso de selección por las Comisiones de Postulación.<sup>17</sup>

El 9 de octubre de 2014, la Corte Suprema de Justicia le fue notificada la resolución emitida por la Corte de Constitucionalidad, en la que otorgan amparo provisional dentro de los expedientes de acumulados en acciones de amparo, dejó en suspenso temporal los acuerdos emitidos por el Congreso de la República los Acuerdos Legislativos 20-2014, 22-2014 y 23-2014 en los que se declaró la elección de los Magistrados de la Corte Suprema de Justicia y de la Corte de Apelaciones y otros Tribunales Colegiados de igual Categoría, titulares y suplentes, para el período 2014-2019.

Derivado de lo anterior, la Corte de Constitucionalidad, con fundamento en el artículo 71 de la Ley del Organismo Judicial<sup>18</sup> resolvió que: “...los abogados que actualmente ejercen los cargos de Magistrados de la Corte Suprema de Justicia y de las Salas de Apelaciones y otros Tribunales Colegiados de igual categoría, continuaran en ese ejercicio hasta la fecha en la que se concrete la toma de posesión de quienes le sucedan...”.

Los trece magistrados de la Corte Suprema de Justicia, por unanimidad, acordaron acatar la resolución de la Corte de Constitucionalidad y seguirán desempeñando los cargos que actualmente ocupan, luego de que el máximo ente constitucional otorgaran un amparo provisional que deja en suspenso la elección de magistrados de la Corte Suprema de Justicia y Salas de Apelaciones 2014-2019. Dicha determinación se basó en el artículo 71 de la Ley del Organismo Judicial.

Finalmente el 19 de noviembre de 2014 la Corte de Constitucionalidad de Guatemala, resolvió: Denegar los amparos promovidos por Alma Carolina Aguilar Salguero, Pedro Fernando Cruz Rivera, Enrique Búcaro Batres, Helen Beatriz Mack Chang, Asociación Civil Acción Ciudadana y el Centro para la Defensa de la Constitución “CEDECON”, y en consecuencia ordenó la toma de posesión de los Magistrados electos a Corte Suprema de Justicia y Salas de las Cortes de Apelaciones. Ello porque no se probaron los vicios de arbitrariedad señalados por los postulantes.

La Corte Interamericana de Derechos Humanos ha observado que “los principios básicos de las Naciones Unidas relativos a la independencia de la judicatura” establece que “la independencia

<sup>16</sup> Constitución Política de la República de Guatemala, artículos 215 y 217. Ley de Comisiones de Postulación, artículos 2, inciso d; 22, 23 y 24.

<sup>17</sup> Corte de Constitucionalidad. Expedientes Acumulados 3772-2014 y 3861-2014, de fecha 22 de agosto de 2014.

<sup>18</sup> Ley del Organismo Judicial, artículo 71. Abandono de funciones. Ningún magistrado o juez, propietario o suplente en funciones y ningún funcionario o empleado del Organismo Judicial, dejará su cargo aunque se le haya admitido la renuncia o cumplido el tiempo de su servicio sino hasta que se presente su sucesor”.

de la judicatura será garantizada por el Estado y proclamada por la Constitución o la legislación del país”. Todas las instituciones gubernamentales y de otra índole, respetarán y acatarán la independencia de la judicatura. En tal sentido los Ilustres Relatores Especiales y demás Procedimientos Especiales de Naciones Unidas, a juicio del Estado de Guatemala deben respetar y acatar la independencia de la judicatura. “La independencia de cualquier juez supone que se cuente con un adecuado proceso de nombramiento, con una duración establecida en el cargo y con una garantía contra presiones externas.”<sup>19</sup>

Razón por la cual instamos al Sistema de Naciones Unidas a velar y garantizar conjuntamente con la comunidad regional, nacional e internacional de garantizar la independencia judicial contra presiones externas, y a no consentir o fomentar tales actos que atentan contra la independencia e imparcialidad de las judicaturas ordinarias y constitucionales.

## VI. Observaciones y conclusiones del Estado de Guatemala

El Gobierno de Guatemala reafirma su voluntad de cumplir sus compromisos y obligaciones de conformidad con el derecho internacional y los Tratados y Convenios de los que es parte. Afirma enfática y categóricamente que sus decisiones, actuaciones y Políticas son conformes con todos los tratados Internacionales y Regionales de derechos humanos de los que es parte por ratificación o adhesión.

El Gobierno de Guatemala rechaza las acusaciones sobre incumplimiento de obligaciones o compromisos afirmadas por los Relatores de Procedimientos Especiales, fundamentados en interpretaciones sobre el significado y alcance de las disposiciones y contenidos de instrumentos Internacionales, extendiendo o ampliando sus contenidos, más allá de la voluntad expresa de los Estados Parte, que de buena fe han negociado, suscrito, aprobado, ratificado o se han adherido a ellos, llegando en ocasiones a contradecir o ignorar otros contenidos de los mismos instrumentos que invocan y sin tomar en cuenta u obviando interpretaciones legítimas de las jurisdicciones de derechos humanos y Cortes de los Estados Parte.

El Gobierno de Guatemala rechaza y considera contraproducente para el debido cumplimiento y universalización de los Tratados Internacionales, que quienes están llamados a velar por ello, asuman como verdad cierta y probada, alegaciones infundadas, falsas, subjetivas o malintencionadas de supuestas “diversas fuentes” sin la debida comprobación o rigurosa verificación que demandan sus altas responsabilidades.

El Gobierno de Guatemala, sostiene con convencimiento y certeza jurídica que las Amnistías decretadas en 1986 y 1996 son conforme al derecho Internacional y a la Jurisprudencia de derechos humanos, como también lo es la defensa de las garantías procesales contempladas en los principales Tratados Internacionales y Regionales, como el Pacto Internacional de Derechos Civiles y Políticos y la Convención Americana de Derechos Humanos. Estas garantías procesales no pueden ser vulneradas u obviadas dando alcances incompatibles con las mismas a la Justicia transicional.

El Gobierno de Guatemala cree en la Justicia Transicional, y no niega ni elude, que respecto de graves violaciones a los derechos humanos, es obligación el conocimiento pleno de la verdad, la reparación y resarcimiento a las víctimas, que incluye compensación, rehabilitación y satisfacción, así como garantías de no repetición.

Pero la concreción de sanciones Penales, aunque es importante cuando posible, depende de lo que resuelvan las Cortes de Jurisdicción Penal, respetando las garantías procesales, que constituyen derechos humanos fundamentales, como la presunción de inocencia, el principio de

<sup>19</sup> Juez Alirio Abreu Burelli, “Jurisprudencia de la Corte Interamericana de Derechos Humanos” en Independencia e Imparcialidad del Juez, Corte Interamericana de Derechos Humanos, “Un Cuarto de Siglo 1979-2004” Pág. 131 (2004).



legalidad, la irretroactividad de la ley penal y la causa juzgada; así como dando debida consideración a las causas de extinción de la responsabilidad penal, como la Amnistía y la prescripción, que no pueden considerarse de manera absoluta como contrarias al derecho Internacional. Resoluciones como las sentencias de la Corte Suprema de Justicia de México, en el caso contra el Ex presidente Luis Echeverría por Tlatelolco (1968) y de la Corte Suprema de Justicia Española por casos de la Guerra Civil, entre otras, han interpretado, Jurídica, legítima y correctamente la aplicación de las normas de prescripción, legalidad e irretroactividad de la ley penal, resolviendo su debida interpretación temporalidad, aplicación y vigencia.

Las Cortes Guatemaltecas son respetuosas de los Tratados Internacionales de los que Guatemala es parte y cuyas disposiciones están recogidas en la constitución de la República. El Gobierno de Guatemala reconoce que los mecanismos de Protección y garantía de la vigencia de los derechos humanos son mecanismos importantes y necesarios, siempre que realicen objetiva y cumplidamente sus funciones, pero no deben ni pueden pretender convertirse en instancias supranacionales, ni deseadas, ni pactadas, ni aceptadas por los Estados que de buena fe han decidido ser parte de Tratados Internacionales. Es un despropósito pretender supeditar a los Organismos Estatales, Ejecutivo, Legislativo y Judicial, constituyéndose en fuentes de derecho, gestores de políticas públicas o intérpretes de leyes nacionales o tratados internacionales.

## Amnistía

Como bien ha señalado la Corte Interamericana de Derechos Humanos, “no existe en el derecho Internacional positivo una norma a través de la cual se haya proscrito explícitamente todo tipo de Amnistía. La única mención explícita a la Amnistía en un tratado multilateral está contenida en el artículo 6 (5) del protocolo adicional II de las convenciones de Ginebra del 12 de Agosto de 1949”. En dicha mención se pide a los Estados la más amplia de las Amnistías en caso de conflictos armados.

Señala también la Corte Interamericana que en el contexto específico de procesos de violencia generalizada y de Conflictos armados, el recurso a la Amnistía puede conducir a rumbos en diversas direcciones, que plantean un abanico de posibles resultados que pueden fijar los márgenes para el ejercicio de la ponderación de los intereses en el propósito de conjugar los propósitos de investigación, sanción y reparación de graves violaciones a los derechos humanos, de un lado, con los de reconciliación nacional y salida negociada de un conflicto armado no internacional por el otro. **No hay solución universalmente aplicable a los dilemas que plantea esta tensión**, señala acertadamente la Corte.

La Corte Interamericana aborda anteriores decisiones sobre incompatibilidad de las amnistías, indicando que “más allá de lo resuelto en casos anteriores, la cuestión de las amnistías y su relación con el deber de investigar y sancionar graves violaciones a derechos humanos, requiere un análisis que proporcione criterios adecuados para un juicio de ponderación en contextos en los que pudiera surgir tensiones entre las demandas de justicia con los requerimientos de una paz negociada”.

Recuerda la Corte Interamericana que en el caso emblemático BARRIOS ALTOS de Perú, resolvió inadmisibles las disposiciones de Amnistía, refiriéndose a dos auto amnistías dictadas en 1995. En igual sentido resolvió con posterioridad los casos ALMONACID ARELLANO de Chile, LA CANUTA, de Perú, GOMES LUND Y OTROS de Brasil y GELMAN de Uruguay, pero indica la Corte que todos ellos tenían en común que ninguna de esas normas de amnistía se daba dentro del contexto de un proceso orientado a poner término por la vía negociada a un conflicto armado, recordando la Corte que a través del Acuerdo de Esquipulas II, firmado en agosto de 1987, los Presidentes de cinco países Centroamericanos se pusieron de acuerdo en buscar una salida a los conflictos armados internos. Ese acuerdo se recuerda a los Relatores, señala específicamente el diálogo y la amnistía para la paz negociada.

Los Convenios de Ginebra, llaman a la más amplia amnistía, indudablemente abarcando un sin número de hechos, más allá que aquellos que pudiesen constituir delitos políticos en sentido estricto, no podrá ser de otra manera en un conflicto armado. Cuando en diversos Estados se contempla la amnistía por delitos políticos se hace para que se incluyan en esas conductas que se Amnistían, para que no se dejen de lado. Resultaría un despropósito y un absurdo pensar en que la más amplia amnistía contemplada en el protocolo II de los Convenios de Ginebra se reduzca a delitos políticos, cuando busca terminar guerras internacionales o internas en los que los menos son delitos políticos.

Sobre el derecho de las víctimas a la verdad, la Justicia y la reparación, entendidas como interdependientes, la Corte Interamericana señala que en cuanto al elemento Justicia, el deber del Estado de sancionar las más graves violaciones de los derechos humanos es, como lo ha dicho reiteradamente la Corte, una obligación de medio y forma parte del deber de garantía estipulando a la Convención. Los Estados deben poner a disposición de las víctimas los remedios adecuados para hacer efectivos sus derechos, sin Embargo un conflicto armado y la solución negociada del mismo abre varios interrogantes y plantea enormes exigencias jurídicas y éticas en la búsqueda de la armonización entre justicia penal y paz negociada.

Esta armonización debe hacerse a través de un juicio de ponderación de estos derechos en el marco propio de una justicia transicional. En ese sentido dice la Corte, pueden plantearse particularidades y especificidades de procesamiento de estas obligaciones en el contexto de una paz negociada. Y por ello los Estados deben ponderar en ese tipo de circunstancias el efecto de la justicia penal tanto sobre los derechos de las víctimas como sobre la necesidad de terminar con el conflicto. Concluye la Corte que *“Se puede entender, que este deber Estatal se descompone en tres elementos. Primero: Investigar y esclarecer los hechos. Segundo: la identificación de las responsabilidades individuales. Tercero: la aplicación de sanciones.”* Precizando la Corte que ***“Aun cuando la aspiración de la justicia penal debe ser efectivizar satisfactoriamente estos tres ámbitos, si se dificulta la concreción de la sanción penal, los otros componentes no deberían verse afectados o diferidos”***.

Afirma la Corte que, *“La paz como producto de una negociación se ofrece como una alternativa moral y políticamente superior a la paz como producto del aniquilamiento del contrario. Por ello, el derecho Internacional de los derechos humanos debe considerarse a la paz como un derecho y al Estado como obligado a alcanzarla”*... *“En anteriores situaciones de tránsito de un conflicto armado a la paz, pueden ocurrir que un estado no se encuentre en posibilidad de materializar plenamente, en forma simultánea, los distintos derechos y obligaciones contraídos Internacionalmente. En esas circunstancias, teniendo en consideración que no se le puede conferir a ninguno de esos derechos y obligaciones un carácter absoluto, es legítimo que se pondere de manera tal que la plena satisfacción de unos no afecte de forma desproporcionada la vigencia de los demás. Así, el grado de justicia al que se puede llegar no es un componente aislado, del cual se podrán derivar legítimas frustraciones e insatisfacciones, sino parte de un ambicioso proceso de transición hacia la tolerancia y la paz”*

Las amnistías de 1986, decretada en el contexto de la Transición democrática y 1996 contenida en la ley de reconciliación tuvieron por objeto poner fin a la situación de enfrentamiento armado y violencia generalizada en Guatemala, el cual se extendió por más de tres décadas. La determinación de sus contenidos responde a ejercicios de ponderación. En el primer caso por el gobierno que propiciaba el fin del conflicto armado y retorno a la democracia y por ello fue avalada por los constituyentes, electos libremente por más del 72% de los ciudadanos registrados. En el segundo caso, el ejercicio de ponderación sobre los contenidos de la amnistía, contenida en la ley de reconciliación de 1996, se hizo entre las partes de la negociación, Gobierno y URNG en representación de los movimientos guerrilleros. Naciones Unidas moderó el proceso, con el acompañamiento y apoyo de países amigos.

El acuerdo de Paz negociado al efecto, contiene una amplia, amnistía, conforme a los convenios de Ginebra (Protocolo II), contemplando todos los delitos para la Contrainsurgencia y enumerándolos por artículo para insurgencia, calificándolos todos como delitos políticos o

comunes conexos. Exceptúa el acuerdo suscrito aquellos delitos que son imprescriptibles o que no admiten extinción de la responsabilidad de conformidad con el derecho interno o los tratados internacionales ratificados o suscritos por Guatemala.

El Acuerdo tiene una redacción deficiente, limitada a tratados suscritos y ratificados, no a todos aquellos de los que Guatemala fuese parte, pero en todo caso esta excepción no tiene efectos prácticos porque no había en la Legislación Nacional, ni en Tratados de los que Guatemala fuese parte que contemplasen Imprescriptibilidad. Esta excepción fue recogida por el Congreso en la Ley de Reconciliación, con diferente pero igualmente deficiente redacción, refiriéndose solamente a tratados aprobados o ratificados, pero por la misma razón no tiene efecto práctico. El Congreso agregó como excepciones, el genocidio, la desaparición forzada y la tortura, excepciones que no tienen consecuencia para hechos ocurridos durante el enfrentamiento, hasta antes de 1995.

## Genocidio

Ningún hecho ocurrido durante el enfrentamiento armado interno constituye delito de genocidio. Dicho tipo delictivo ha sido utilizado para sustraer de la amnistía hechos, que tipificados de otra forma, no podría perseguirse penalmente, por haberse extinguido la responsabilidad penal en virtud de la amnistía o por prescripción.

Los Relatores afirman, como si fuese un hecho cierto y probado, que en Guatemala hubo genocidio, lo que supone afirmar que murieron indígenas o indígenas ixiles por el hecho de serlo y con el propósito de eliminar total o parcialmente a los indígenas o indígenas Ixiles.

Es ofensivo e inaceptable que los señores Relatores hagan dicha afirmación. Ningún tribunal ha resuelto en sentencia firme que en Guatemala se haya cometido genocidio. La mitad de la población del país es indígena, por lo que tanto en el Ejército, como en las fuerzas insurgentes, la mayoría de sus integrantes eran indígenas. Murieron efectivamente gran número de indígenas, por su pertenencia o apoyo a fuerzas insurgentes o contrainsurgentes, no por ser indígenas o indígenas Ixiles, ni para eliminar total o parcialmente etnia alguna. Valga recordarles, sobre todo al Relator del grupo de trabajo, la única descripción que un órgano de Naciones Unidas ha hecho del enfrentamiento armado en Guatemala, la hecha por el grupo de trabajo sobre desapariciones forzadas o involuntarias, en informe presentado al Consejo de Derechos Humanos (A/HRC/4/91/A/MRC/4/41/Add.1) el 20 de febrero de 2007, que ya se ha citado, pero que por su trascendencia se subraya:

*“El conflicto que marcó el inicio de las desapariciones en Guatemala en 1960 comenzó cuando un pequeño grupo de oficiales del Ejército se rebeló contra el Gobierno Militar, acusándolo de corrupción. La Rebelión fue aplastada, y los jóvenes oficiales huyeron a las montañas de Guatemala, donde iniciaron una guerra de guerrillas. Estas guerrillas se convirtieron en poco tiempo en un movimiento marxista cuyo objetivo era derrocar al Gobierno y tomar el poder. Es importante destacar que el conflicto armado Guatemalteco no se originó como consecuencia de un conflicto inter étnico. Se trata de un conflicto que ocurrió en el marco de la guerra fría”. (Resaltado Propio).*

El Juicio por genocidio al que los Relatores hacen referencia fue anulado por la Corte de Constitucionalidad el 21 de mayo de 2013, por haberse vulnerado el debido proceso, el derecho de defensa y otras garantías judiciales consignadas en las convenciones internacionales de Derechos Humanos, garantías recogidas en la Constitución de la República. La protección de garantías judiciales, que constituyen derechos humanos fundamentales, no pueden considerarse, menos aún por Relatores de Procedimientos Especiales de la Oficina del Alto Comisionado de Naciones Unidas, como “causante de incertidumbre en relación con el derecho a la verdad y la Justicia de las víctimas”.

Es un despropósito que los Relatores hagan estas afirmaciones, más aún sobre la base de imprecisas alegaciones de “varias fuentes”. El Gobierno de Guatemala ha sido tolerante frente a declaraciones, cartas y llamamientos anteriores, respetando el derecho de los Relatores a opinar y recomendar, pero no es aceptable acusar al Gobierno y Cortes de Guatemala insinuando mala fe o búsqueda de impunidad. Las actuaciones o resoluciones han sido fundamentadas en derecho y coincidentes con otros Estados parte de los Convenios que invocan.

Las Cortes Penales y la Corte de Constitucionalidad resolverán sobre la validez y vigencia de las amnistías decretadas y su aplicación en casos concretos. Estas amnistías no pueden ni deben cuestionarse por Relatores con la falaz afirmación que toda amnistía es contraria al derecho Internacional o a la jurisprudencia Internacional, pues la incompatibilidad frente a las obligaciones de los Estados de investigar graves violaciones a los derechos humanos, tiene en la jurisprudencia de Derechos Humanos la salvedad de su necesidad y validez para el fin negociado de no conflicto.

## **Desaparición Forzada**

Sobre desaparición forzada los Relatores deben recordar que a partir de la tipificación de la desaparición forzada como delito, es irresponsable referirse a dicha figura sin precisión y claridad, pues su utilización en el marco del respeto a los derechos humanos y búsqueda del paradero de los desaparecidos, no siempre significa o conlleva procesamiento penal por el delito de desaparición forzada, lo que depende de su tipificación en cada país y de cuando ese delito constituye delito de lesa humanidad. El término desaparición forzada se acuñó mucho antes de que Estado alguno tipificara el delito. El Grupo de Trabajo surgido en 1980 de la Comisión de Derechos Humanos de Naciones Unidas cumplía una labor humanitaria, frente a familias que buscaban el paradero de víctimas de desaparición.

No fue sino hasta 1992 que se aprobó la declaración que pedía a los Estados tipificar la desaparición forzada como delito y no fue hasta el año 2000 (27 de febrero) en el ámbito americano y hasta el año 2010 (23 de diciembre) en el ámbito universal, que se establece la obligación convencional de tipificar el delito por los Estados que pasen a ser parte de dichas Convenciones. Guatemala tipificó el delito (antes de la entrada en vigor de las Convenciones), es parte de la Convención Americana desde el año 2000 y aún no es parte de la Convención Internacional.

Los Relatores se refieren a la desaparición forzada como delito permanente o continuado, obviando las diferencias entre delito continuado y delito permanente, lo cual no es un error de poca importancia y consecuencias, porque el delito continuado lo constituyen hechos que se siguen cometiendo y por ello el término de prescripción empieza cuando se comete el último hecho, en tanto el delito permanente se comete el hecho en un momento determinado y permanecen sus efectos, no iniciándose el término de prescripción en tanto no cesen los efectos. La desaparición forzada, como el secuestro son delitos permanentes no delitos continuados y no es posible su retipificación retroactiva, que sería en violación de las garantías procesales consignadas en las Convenciones de derechos humanos.

Es conveniente para el respeto de los derechos humanos de todos, tener siempre presente, que no toda desaparición forzada es delito de desaparición forzada, ni toda desaparición forzada que es delito, es delito de lesa humanidad. Será delito de lesa humanidad cuando se cometa en el marco de un ataque generalizado y sistemático a la población civil y con reconocimiento del mismo (Estatuto de Roma la Corte Penal Internacional artículo 7).

Como delito de lesa humanidad puede ser perseguido por la Corte penal Internacional en el ejercicio de Jurisdicción Penal Internacional, de manera supletoria y a partir de que el Estado en el que se cometa pase a ser parte del Estatuto de Roma; también podrá ser perseguido penalmente, de manera supletoria y en ejercicio de jurisdicción penal universal, en las jurisdicciones penales de cualquier Estado que haya incorporado el delito de lesa humanidad en

su legislación penal, a partir de dicha incorporación y siempre que en el estado en que se comete se contemple el delito; y podrá ser perseguido por las Jurisdicciones Nacionales cuando hayan incorporado a sus legislaciones tanto los delitos.

La desaparición forzada, solamente cuando es delito de lesa humanidad es imprescriptible, para aquellos Estados que sean parte del Estatuto de Roma de la Corte Penal o de la convención de imprescriptibilidad de los delitos de genocidio, crímenes de guerra y delitos de lesa humanidad. Ni la Convención Interamericana, ni la Convención Internacional establecen la imprescriptibilidad del delito de desaparición forzada, únicamente estableciéndose que se tomen las medidas necesarias para que el plazo de prescripción de la responsabilidad penal sea prolongado y proporcionado a la extrema gravedad de este delito.

Guatemala es parte del Estatuto de Roma desde el 12 de abril 2012, no es parte de la Convención de imprescriptibilidad y no ha incorporado a la legislación Penal Nacional el delito de lesa humanidad. El delito de desaparición forzada fue tipificado en Guatemala en 1995, dentro de los delitos contra la libertad personal. Como delito permanente el término de la prescripción empieza cuando cesan los efectos. Este delito al igual que el de tortura, no están tipificados de conformidad con las Convenciones lo cual es de esperar se corrija conforme al proyecto de ley que incorpora los delitos del Estatuto de Roma y regula la cooperación con la Corte Penal Internacional.

## **Defensores de Derechos Humanos**

El Gobierno es respetuoso de las ideologías y actividades de todos los guatemaltecos, siempre que todos enmarquen sus actividades conforme a la ley.

Rechazamos el que el Gobierno realice, fomente o tolere, acción alguna que pretenda impedir las actividades enmarcadas en la ley de Defensores de Derechos Humanos y rechazamos que se tomen como amenazas o negación de derechos por parte del Gobierno, la manifestación de personas u organizaciones no gubernamentales que expresan inconformidad o cuestionan ideas, ideología, creencias o actitudes de organizaciones o activistas de Derechos Humanos, nacionales o extranjeros.

El Gobierno de Guatemala actúa con absoluto apego a los contenidos de la Declaración sobre el Derecho y el Deber de Promover y Proteger los Derechos Humanos y Libertades Fundamentales. No se tolera ni acepta acción o conducta alguna que impida a los Defensores de Derechos Humanos el ejercicio de sus derechos y la protección para dicho ejercicio, sin más límite que el respeto a la ley.

Negamos categóricamente que se criminalice a persona alguna por defender o promover el respeto a derechos y libertades. Solamente si se transgrede la ley se investiga o persigue penalmente a una persona y siempre con la debida intervención del Ministerio Público y jueces.

El Gobierno ha mantenido, fortalecido y creado mecanismos e Instituciones de protección, tanto de defensores de derechos humanos como de periodistas, y mantiene una actitud abierta a propuestas para mejorarlos o adicionar otros mecanismos.

## **Independencia Judicial en Guatemala.**

El Gobierno recuerda que las Comisiones de Postulación se crearon para proponer a los candidatos dentro de los cuales se eligen ciertas autoridades públicas. No son ellos quienes los eligen, si no son los encargados de seleccionar candidatos y proponer a los que puedan ocupar un determinado cargo público, porque reúnen las calificaciones y requisitos establecidos en Ley.

Su creación se debió a que se buscaba, por los Miembros de la Asamblea Nacional Constituyente, limitar la discrecionalidad y consideraciones subjetivas o interesadas en los nombramientos, buscando idoneidad y capacidad para el nombramiento o elección de determinadas autoridades públicas que ejercen funciones esenciales dentro de la actividad estatal, fundamentales para la consolidación del régimen de legalidad, el fortalecimiento del Estado de Derecho y la democracia participativa y representativa.

Las Comisiones de Postulación están conformadas por integrantes de la academia, Rectores y Decanos de las Universidades del país, representantes de los colegios profesionales respectivos, según el cargo. En el caso de magistrados a la Corte de Apelaciones y de la Corte Suprema de Justicia participan también, representantes electos por Corte Suprema de Justicia o de las Salas de las Cortes de Apelaciones del Organismo Judicial. Sus actuaciones son públicas, pudiendo participar como observadores en las mismas todos los sectores de la sociedad.

Por lo anterior, los señalamientos realizados sobre que las mismas fueron integradas de manera irregular, carece de fundamento, ya que su conformación se realizó de conformidad con los lineamientos establecidos en la Ley de Comisiones de Postulación y para lo que para el efecto establece la Constitución Política de la República de Guatemala. La Comisión de Postulación para magistrados de la Corte de Apelaciones está integrada por 34 personas.

El Gobierno de Guatemala reconoce que necesita contar con un sistema judicial independiente y capaz de impartir justicia de manera pronta y cumplida, por lo que valora propuestas de los diversos sectores sociales, ya sea para mejorar el procedimiento por el cual se integran las Comisiones de Postulación ya sea para cambiar el sistema, mediante la extensión de la Carrera Judicial, para incluir en la misma a los Magistrados de las Cortes de Apelaciones y, extendiendo los períodos de funciones de dichos Magistrados y de los Magistrados de la Corte Suprema de Justicia, para que no estén sujetos a constantes procesos de elección.

Como es de conocimiento público, se ha generado discusión y debate en torno a los cuestionamientos que diversos sectores de la sociedad hicieron al proceso de selección por las Comisiones de Postulación y/o a la elección realizada por parte del Congreso de la República.

Un amparo retrasó la Toma de Posesión de los electos. Posteriormente la Corte de Constitucionalidad no encontró indicios suficientes para declarar con lugar las impugnaciones y ordeno la toma de posesión de los electos. Su decisión, legal y legítima debe ser respetada por todos y merece la Corte de Constitucionalidad el Respeto de los Relatores por sobre alegaciones de “diversas fuentes”.

La firme voluntad del Gobierno por una justicia independiente y cumplida, lo demuestra el que en la Reforma Constitucional, presentada al Congreso por el Presidente Pérez Molina, el pasado año, se incluían todos los planteamientos sobre la extensión y fortalecimiento de la Carrera Judicial, extensión de períodos de Judicaturas y Magistraturas y controles para el debido ejercicio de la función jurisdiccional.

## VII. Peticiones

Con fundamento en la información fáctica y jurídica, el Estado de Guatemala, respetuosamente solicita a la Subdivisión de Procedimientos Especiales de la Oficina del Alto Comisionado de Naciones Unidas para los Derechos Humanos, al Presidente del Grupo de Trabajo sobre desapariciones forzadas o involuntarias y a los Relatores Especiales sobre la situación de las y los defensores de los derechos humanos; sobre la independencia de los magistrados y abogados sobre la tortura y otros tratos o penas crueles, inhumanos o degradantes; y sobre la promoción de la verdad, la justicia, la reparación y las garantías de no repetición:

- a. Se tenga por presentado el informe del Estado de Guatemala y se adjunte a sus antecedentes;
- b. Se tome nota de la representación del Estado a través de la Comisión Presidencial Coordinadora de la Política del Ejecutivo en Materia de Derechos Humanos – COPREDEH-;

- c. Se tenga por evacuada la información y respuestas del Estado de Guatemala, requeridas en la atención, acción o llamamiento urgente, de la comunicación conjunta de los Procedimientos Especiales, identificados ut supra;
- d. Se tome nota de las observaciones y conclusiones del Estado de Guatemala;
- e. Que al entrar a analizar se tengan por aclaradas y desvanecidas las alegaciones que contienen información falaz, incompletas o imprecisas, y que motivaron sin fundamento la Comunicación Conjunta de los Procedimientos Especiales;
- f. Que al existir un pronunciamiento como los citados en la comunicación conjunta, en el presente y el futuro, se respete, garantice y acate la independencia judicial de los tribunales nacionales de Guatemala, y
- g. Que al producirse conjuntamente un informe de comunicaciones ante el Consejo de Derechos Humanos, se desestimen las denuncias de alegaciones no sustentadas, y por lo tanto se declare que no constituyen violaciones de derechos humanos atribuibles al Estado de Guatemala, por no contener detalles claros y concisos.

Sin otro particular,

**Antonio Arenales Forno**  
**Presidente**

---